

L'ÉVÉNEMENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROCÈDE À UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, mardi, à un remaniement ministériel partiel, indique un communiqué de la Présidence de la République.



P.3

ENTRE NOUS

Quotidien national d'information

« La vérité est comme l'eau ; elle prend la forme du récipient qui la contient. » Ibn Khaldoun

Mercredi 20 Rabie El-Aouel 1448 - 2 Septembre 2026 - N° 1379 : ISSN 1112-6167. www.entrenous.dz Prix :25 DA

COOPÉRATION BILATÉRALE
DANS LE SECTEUR DES
MÉDICAMENTS

SAIDAL ET LE NIGER CONSOLIDENT LEURS LIENS



Le patron du groupe Saidal, Younes Bouarara, a échangé hier mardi avec l'ambassadeur du Niger en Algérie, Aminou Malam Manzo, sur les moyens d'intensifier leur entente et leur collaboration dans la filière médicamenteuse, en particulier par l'approvisionnement en médicaments vitaux fabriqués sur le sol algérien, suite à une sollicitation des instances nigériennes, selon une note du groupe.

P.4

BÉJAIA NETTOYAGE ET RÉHABILITATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES TOUCHÉS PAR LES INCENDIES

Une opération de nettoyage et de réhabilitation de plusieurs établissements scolaires situés dans les zones et communes touchées par les feux de forêt à Béjaïa, a été lancée, mardi, par la direction locale des équipements publics (DEP), a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

P.16

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS SON ALLOCUTION
AU SOMMET DES NON- ALIGNÉS :

LE NON-ALIGNEMENT, UN CHOIX SOUVERAIN RENOUVELÉ IMPOSÉ PAR LES PROFONDES TRANSFORMATIONS QUE CONNAÎT LE MONDE



P.3

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a adressé, mardi, une allocution à la Réunion de haut niveau commémorant le 65e anniversaire de la première Conférence du Mouvement des non-alignés (MNA), qui se tient à Belgrade, lue par la présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Khalida Boufedech.

JIJEL

POURSUITE SANS RELÂCHE DE L'ÉVALUATION DES DÉGÂTS ET DE LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES INCENDIES

Les différents services publics concernés de la wilaya de Jijel restent mobilisés, sans relâche, pour évaluer les dégâts causés par les récents incendies et pour réparer, dans les plus brefs délais, les dommages occasionnés.

P.16

APRÈS LES INCENDIES AYANT TOUCHÉ PLUSIEURS WILAYAS L'ÉTAT MOBILISE SES MOYENS POUR RÉHABILITER LES AXES ROUTIERS ENDOMMAGÉS

Après les dégâts causés par les récents incendies qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas du pays, l'État se prépare à rétablir progressivement une vie normale dans les zones touchées, tant sur les plans humanitaire que social. Dans ce cadre, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, M. Abdelkader Djellaoui, a présidé lundi dernier, au siège du ministère, une réunion de travail consacrée au suivi des mesures et dispositions d'urgence destinées à réparer et réhabiliter les axes routiers et les infrastructures endommagées.

Par Ikram Haou

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions données par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, lors de la réunion qu'il a présidée dimanche, ainsi qu'à la suite de celle présidée lundi par le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb.

Cette réunion, présidée par le ministre M. Abdelkader Djellaoui, a réuni plusieurs cadres du ministère, notamment le directeur général de l'Entreprise nationale des panneaux de signalisation routière (ENPS), en coordination avec les directeurs des Travaux publics des wilayas de Jijel, Constantine et Sétif. Les participants ont examiné la situation sur le terrain et défini les interventions prioritaires à engager dans le cadre des opérations de réparation et de réhabilitation nécessaires.

À cette occasion, plusieurs décisions ont été prises afin de faire face à cette situation exceptionnelle. Il a notamment été décidé d'accélérer les opérations de réaménagement et de réparation des axes endommagés par les incendies, grâce à la mobilisation et à la mise à disposition de l'ensemble des moyens des entreprises du secteur, avec l'appui des moyens et équipements des directions des Travaux publics des wi-



layas de Constantine et de Sétif, ainsi que ceux des wilayas limitrophes. L'objectif est de renforcer les capacités d'intervention et d'achever les travaux au début de la semaine prochaine.

Il a également été décidé de renforcer les talus endommagés afin d'assurer leur stabilité, de garantir la sécurité des infrastructures routières et de protéger les usagers de la route.

En outre, d'autres décisions ont

été prises concernant la réhabilitation de la signalisation verticale et horizontale, ainsi que la remise en état des marquages et des dispositifs de signalisation au niveau des différents axes du réseau affecté. Il est également prévu de mettre en place et de renouveler les panneaux de signalisation directionnelle nécessaires afin d'assurer une meilleure lisibilité des itinéraires et d'améliorer les conditions de circulation, notamment sur les axes touchés par les in-

cendies, tout en renforçant la sécurité des usagers de la route.

Pour accompagner la mise en œuvre de ces opérations de réparation et de réhabilitation sur le terrain, des cadres centraux du ministère seront dépêchés dans les zones concernées afin de renforcer les équipes intervenantes, d'orienter leurs efforts et de suivre l'avancement des différentes opérations. Cette démarche vise également à renforcer la coordination entre les différents acteurs présents sur le terrain, notamment entre les directions des Travaux publics des wilayas limitrophes et les entreprises du secteur actuellement mobilisées, afin de garantir les capacités et les moyens nécessaires et d'unifier les efforts pour accélérer l'achèvement des opérations de réparation et de réhabilitation.

Comme indiqué précédemment dans le communiqué du ministère, ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la réponse aux incendies récents et de leur gestion, à travers la mobilisation de l'ensemble des ressources matérielles et humaines disponibles pour prendre en charge les zones touchées et contribuer au rétablissement d'une vie normale pour les citoyens affectés par les incendies.

I.H

ELECTIONS LOCALES DU 28 NOVEMBRE PRÉCISIONS SUR LE RETRAIT DU DOSSIER DE DÉCLARATION COLLECTIVE DE CANDIDATURE

L'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) a apporté, mardi dans un communiqué, des précisions concernant les procédures de retrait du dossier de déclaration collective de candidature et des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les personnes souhaitant se porter candidates aux élections locales prévues le 28 novembre prochain.

"A la suite de la publication du décret présidentiel n 26-284 portant convocation du corps électoral pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, et en application des dispositions de l'ordonnance n 21-01, modifiée et complétée, portant loi organique relative au régime électoral, l'ANIE porte à la connaissance de toutes les personnes

souhaitant se porter candidates à l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, prévue le samedi 28 novembre 2026, que le retrait du dossier de déclaration collective de candidature et des formulaires de souscription de signatures individuelles au profit de la liste des candidats s'effectue auprès du siège du coordinateur de wilaya de l'ANIE relevant de la circonscription électorale concernée par la candidature", selon le communiqué.

L'ANIE précise également que "les personnes souhaitant se porter candidates doivent présenter une déclaration de dépôt de la liste remplissant les conditions légalement requises au siège du coordinateur de wilaya de l'ANIE, après la manifestation de l'intention de constituer cette

liste par un(e) candidat(e) mandaté(e) par un parti ou plusieurs partis, ou par les candidats d'une liste indépendante, après présentation d'une demande établie selon un modèle fourni par le coordinateur de wilaya de l'ANIE, et ce, à compter du lundi 31 août 2026, de 08h00 à 16h30".

A cet égard, l'ANIE a indiqué que les personnes souhaitant se porter candidates peuvent soumettre leurs préoccupations et interrogations concernant le déroulement de l'opération via l'adresse électronique : contact@ina-elections.dz. Elles peuvent aussi consulter le site officiel de l'ANIE : <https://ina-elections.dz> pour d'amples informations.

RA

AROUS PROCÈDE À L'INSTALLATION DE 29 COORDINATEURS DE WILAYAS DE L'ANIE

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Saad Arous, a procédé à l'installation de 29 coordinateurs de wilayas de l'Autorité indépendante, en prévision de l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, prévue le 28 novembre prochain, indique mardi un communiqué de cette instance.

L'opération, qui s'est déroulée lundi soir par visioconférence, s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours pour l'élection des membres des Assemblées populaires communales et de wilayas, suite à la convocation du corps électoral, et en appli-

cation des dispositions de l'article 30 de la loi organique relative au régime électoral, modifiée et complétée.

Ont ainsi été installés les coordinateurs des wilayas de Chlef, Laghouat, Oum El Bouaghi, Batna, Biskra, Blida, Tamanrasset, Alger, Jijel, Sétif, Saïda, Skikda, Sidi Bel Abbès, Annaba, Guelma, Constantine, Médéa, Mostaganem, Ouargla, Oran, Boumerdès, El Oued, Tipasa, Mila, Aïn Defla, Naâma, Relizane, Messaâd et Bou Saâda.

Dans ce cadre, M. Arous a souligné que l'installation des coordinateurs de wilayas vient "renforcer la disponibilité institutionnelle et sur le terrain de l'ANIE", insistant

sur "la nécessité pour les coordinateurs de wilayas de se conformer aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur et de faire preuve de neutralité, d'intégrité et d'indépendance dans l'exercice de leurs fonctions".

Il a, à cet égard, appelé les nouveaux coordinateurs à assumer leurs responsabilités avec "rigueur et efficacité", tout en "renforçant la coordination et la synergie avec les différents intervenants dans le processus électoral, en vue de contribuer au bon déroulement de cette échéance électorale", conclut le communiqué.

RA

L'ÉVÉNEMENT

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROCÈDE À UN REMANIEMENT MINISTÉRIEL PARTIEL

Le président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune, a procédé, mardi, à un remaniement ministériel partiel, indique un communiqué de la Présidence de la République.

Après consultation de Monsieur le Premier ministre, le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, a procédé, ce jour, à un remaniement ministériel partiel, en vertu duquel il a nommé : - M. Mohammed Lamine Lebbou, ministre

des Finances.
- M. Mohamed Hattab, ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale.
- M. Sid Ali Khaldi, ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche.
- M. Mohamed Bouslimani, ministre de la Communication", lit-on dans le communiqué

RA



LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DANS SON ALLOCUTION AU SOMMET DES NON- ALIGNÉS :

LE NON-ALIGNEMENT, UN CHOIX SOUVERAIN RENOUVELÉ IMPOSÉ PAR LES PROFONDES TRANSFORMATIONS QUE CONNAÎT LE MONDE

"Au nom d'Allah, Clément et Miséricordieux,
Prière et paix sur le plus noble des Messagers,

Monsieur le président, Excellences, Mesdames et Messieurs,

Je voudrais, tout d'abord, vous dire combien je suis heureuse d'être parmi vous aujourd'hui, en qualité de représentante du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à cet important événement que nous considérons comme un nouvel élan pour notre Mouvement et une occasion pour renouveler notre engagement à promouvoir les principes et les idéaux du non-alignement.

J'adresse mes vifs remerciements à la République amie de Serbie, Gouvernement et peuple, pour avoir pris l'initiative d'organiser cette Réunion de haut niveau, ainsi que pour l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui nous ont été réservés dès notre arrivée dans la ville historique de Belgrade.

Je tiens également à saluer les efforts remarquables que ne cesse de déployer la présidence ougandaise de notre Mouvement, ainsi que son engagement à conduire nos activités dans les différents fora internationaux. Notre rencontre aujourd'hui pour commémorer le 65e anniversaire de la première conférence du Mouvement des non-alignés traduit clairement notre engagement commun, en tant qu'Etats membres de ce mouvement séculaire, en faveur des objectifs et principes de la Déclaration de La Havane, ainsi que notre volonté collective de renforcer et de promouvoir notre coopération commune et d'œuvrer en tant que bloc uni et agissant au sein du système international, afin de relever les différents défis mondiaux.

Au regard de la gravité de la conjoncture internationale actuelle, cette rencontre constitue une précieuse occasion pour raviver les principes fondateurs de notre Mouvement : la primauté du respect de la souveraineté

et de l'intégrité territoriale des Etats, la non-ingérence dans leurs affaires intérieures, la protection des intérêts mutuels et le renforcement de la

coopération fondée sur le multilatéralisme, en tant que principal socle pour atteindre les objectifs définis par les pères fondateurs du Mouvement, en s'inspirant de l'esprit de la Charte des Nations Unies, des principes de Bandung et de la Conférence de Belgrade de 1961. Ces principes revêtent aujourd'hui une valeur renouvelée, face au retour du recours à la force comme alternative aux bons offices diplomatiques dans le règlement des différends internationaux et à l'érosion de la légitimité de la coopération internationale et du système de sécurité collective, au regard de l'incapacité persistante du système onusien à mettre un terme aux politiques du fait accompli, à empêcher que les intérêts du plus fort ne prévalent sur ceux du plus faible ni à en finir avec la sélectivité et le deux poids deux mesures à l'égard de nos causes communes.

L'Algérie, qui évoque aujourd'hui l'héritage et les positions historiques du Mouvement, réaffirme que le non-alignement n'est ni une posture du passé ni un simple rêve diplomatique passager, mais un choix souverain renouvelé, imposé par les profondes transformations que connaît le monde.

Le principe de souveraineté est indivisible et l'application du droit international ne saurait être sélective, de même que le respect de la légalité internationale ne peut être soumis à une politique de deux poids deux mesures. La situation en Palestine, avec la poursuite de l'expansion israélienne agressive dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie, les graves violations du droit international et du droit humanitaire et la catastrophe humanitaire provoquée par cette guerre régionale de grande ampleur, se répercutent négativement et de manière considérable sur les pays membres de notre Mouvement et placent la communauté internationale devant une responsabilité historique qui ne saurait être plus longtemps différée.

Cette situation nous impose de nous attacher davantage à nos principes, en tant que bloc uni et solidaire, afin de renforcer notre rôle, en tant que plus grande coalition internationale après l'Organisation des Nations

unies, dans la réalisation de la paix et la consolidation de la sécurité et de la stabilité internationales.

Monsieur le président,

A la lumière de ces graves développements, il est légitime de nous interroger constamment sur notre responsabilité collective et sur l'efficacité de nos contributions à la résolution des questions justes, à faire entendre la voix du droit et à placer la légalité internationale au-dessus de toute autre considération, d'autant que nous disposons d'une large représentation internationale regroupant plus de 120 Etats, ce qui fait de nous une force agissante et une voix collective unique, influente sur le cours des événements sur la scène internationale.

Dans cette optique, et en tant que Mecque des révolutionnaires et fervente défenseuse des causes justes dans le monde, l'Algérie s'est toujours tenue aux côtés des mouvements de libération en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

Elle n'a eu de cesse de défendre leurs causes et de réaffirmer son engagement à soutenir leurs luttes. L'Algérie y a également contribué à travers l'appel lancé par le défunt président Houari Boumediene, en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique mondial visant à libérer le tiers-monde du joug du néocolonialisme, lors du Sommet des Etats du Mouvement des non-alignés, tenu à Alger en 1973. Dans le même sillage, l'Algérie se réjouit vivement de l'engagement ferme et indéfectible de notre Mouvement à soutenir les buts et principes de la Charte des Nations Unies, à l'instar de l'égalité souveraine entre les

Etats, du règlement pacifique des différends et du droit des peuples à l'autodétermination.

En conclusion, Monsieur le président, mon pays, l'Algérie, est pleinement convaincu de la justesse des nobles objectifs auxquels aspire notre Mouvement. Il appelle à renforcer l'intégration, la concertation et la

complémentarité entre les Etats membres du Mouvement, et à mobiliser toutes les potentialités et les énergies au service de nos intérêts communs, tout en œuvrant à aller de l'avant, en tant que bloc uni, maître de ses

décisions et résolument engagé sur la voie d'un avenir plus prospère et plus stable.

Je vous remercie de votre attention".

DIPLOMATIE

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT L'AMBASSADEUR D'ETHIOPIE EN ALGÉRIE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a reçu, mardi, l'ambassadeur de la République démocratique fédérale d'Ethiopie auprès de l'Algérie, M. Muktar Mohamed Ware, qui lui a rendu une visite d'adieu au terme de sa mission en Algérie.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience, M. Ware a adressé ses "vifs remerciements" et exprimé sa "profonde gratitude" au président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi qu'au peuple

algérien, pour "la coopération, la bienveillance et le précieux soutien" dont il a bénéficié tout au long de sa mission diplomatique, soulignant son admiration pour l'histoire de l'Algérie et ses sacrifices.

"Au cours de mes deux années de mission en Algérie, j'ai véritablement découvert ce pays que j'apprécie énormément et que je quitte avec un sentiment de gratitude et de fierté d'avoir servi mon pays dans le pays

d'un million et demi de martyrs", a-t-il déclaré. M. Ware a, en outre, présenté ses "sincères

condoléances" et fait part de sa "profonde compassion" aux sinistrés des incendies ayant récemment touché certaines régions du Centre et de l'Est du pays, tout en exprimant sa solidarité avec les blessés.

L'audience s'est déroulée en présence du ministre d'Etat, chargé de l'Inspection générale des services de l'Etat et des Collectivités locales, M. Brahim Merad, et du conseiller auprès du président de la République, chargé des affaires diplomatiques, M. Amar Abba.

RA

COOPÉRATION BILATÉRALE DANS LE SECTEUR DES MÉDICAMENTS

SAIDAL ET LE NIGER CONSOLIDENT LEURS LIENS

Le patron du groupe Saidal, Younes Bouarara, a échangé hier mardi avec l'ambassadeur du Niger en Algérie, Aminou Malam Manzo, sur les moyens d'intensifier leur entente et leur collaboration dans la filière médicamenteuse, en particulier par l'approvisionnement en médicaments vitaux fabriqués sur le sol algérien, suite à une sollicitation des instances nigériennes, selon une note du groupe.

Par Youcef Hamidi

Ce rendez-vous, organisé au siège de la direction centrale de l'entreprise publique, s'inscrit dans une dynamique de consolidation des relations algéro-nigériennes dans ce secteur, de soutien au dispositif sanitaire et de montée en puissance des aptitudes productives au Niger, conformément aux directives des plus hautes autorités nationales visant à raviver l'alliance stratégique entre les deux nations, ajoute la même source.

Les échanges ont permis d'aborder diverses thématiques partagées, parmi lesquelles la livraison rapide de produits essentiels d'origine algérienne, en écho à la requête des autorités nigériennes, dans le cadre des actions pour couvrir les exigences du marché local en intrants pharmaceutiques de base, précise le document.

Les pourparlers ont aussi concerné les chances d'instaurer une alliance stratégique pérenne, passant



par le transfert des savoir-faire et technologies algériens en matière de production de médicaments, ainsi que la préparation et le perfectionnement des ressources humaines nigériennes.

Par ailleurs, les deux délégations ont étudié la faisabilité de fabriquer,

dans les usines algériennes, des traitements pour le marché nigérien, en attendant l'aboutissement du renforcement des installations locales de production au Niger.

En cette occasion, M. Bouarara a exposé les grands chantiers du groupe, en particulier ceux touchant à

la confection d'intrants pour la préparation des remèdes, qui relèvent de la vision des autorités supérieures pour accroître les compétences internes et assurer l'indépendance sanitaire, tout en favorisant l'expansion des spécialités algériennes en Afrique et en participant à l'édification d'un réseau industriel pharmaceutique unifié à l'échelle continentale.

Au terme de la rencontre, les deux parties ont insisté sur la nécessité d'accélérer la réalisation des pistes de travail étudiées, par la création d'une cellule mixte pour le pilotage des dossiers abordés, le renforcement des échanges et de la coordination entre elles, ainsi que la réduction des lourdeurs administratives, afin de convertir les occasions de coopération en initiatives tangibles, durables et avantageuses pour les deux pays, tout en appuyant les démarches communes pour garantir la sécurité sanitaire et pharmaceutique régionale.

Y.H

MESURES PRÉVENTIVES À TRAVERS LES WILAYAS EN PRÉVISION D'ÉVENTUELLES INTEMPÉRIES

POURSUITE DE LEUR MISE EN ŒUVRE

Les wilayas du pays poursuivent la mise en œuvre d'une série de mesures préventives et anticipatives au niveau local, en prévision d'éventuelles intempéries à la fin de la saison estivale et au début de l'automne, indique mardi un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports.

Ces mesures interviennent "en application des instructions du ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, M. Saïd Sayoud, vi-

sant à renforcer les mesures préventives et à relever le niveau de préparation", précise le communiqué.

Dans ce cadre, les autorités locales "tiennent des réunions de coordination avec la participation des différents services et organismes concernés, afin de s'assurer du niveau de préparation, d'évaluer l'état des points sensibles et d'établir les plans d'intervention en prévision d'éventuelles intempéries", ajoute la même source.

Le communiqué relève également "la poursuite des opérations de nettoyage et d'entretien des réseaux d'évacuation des eaux pluviales, des avaloirs, des réseaux d'assainissement, des oueds et des cours d'eau, ainsi que le traitement des insuffisances constatées et l'élimination des différents obstacles".

Il s'agit également de "la mobilisation et de la mise à disposition des moyens humains et matériels, ainsi que du renforcement de la coordina-

tion entre les différents services, afin de garantir une intervention rapide et efficace en cas d'urgence".

Ces mesures "s'inscrivent dans le cadre du renforcement de l'action préventive et anticipative et du relèvement du niveau de préparation sur le terrain, contribuant ainsi à protéger les citoyens et leurs biens et à limiter les effets des éventuelles intempéries", conclut le communiqué.

RA

INCENDIES DE FORÊTS

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT APPROUVE DES MESURES D'URGENCE POUR PROTÉGER LA FAUNE ET LA FLORE

La ministre de l'Environnement et de la Qualité de la vie, Kaouter Krikou, a annoncé, mardi à Alger, des mesures d'urgence visant à protéger la faune et la flore dans les zones sinistrées suite aux incendies enregistrés récemment dans plusieurs wilayas du pays.

Lors d'une réunion de coordination avec les cadres du secteur et les directeurs de l'environnement des wilayas, en présence de représentants de la Fédération nationale des chasseurs et des services vétérinaires, Mme Krikou a donné des instructions aux intervenants du secteur pour assurer les ressources nécessaires et la prise en charge des animaux sauvages blessés par des équipes vétérinaires spécialisées. La ministre a également insisté sur l'accompagnement du processus de restauration de la faune sauvage affectée, selon une approche scientifique et écologique fondée sur les données de terrain et les indicateurs environnementaux, de manière à adapter les opérations de réhabilitation aux caractéristiques naturelles de chaque site. Dans ce contexte, elle a souligné la nécessité d'assurer une coordina-

tion permanente entre les différents intervenants et de renforcer le suivi sur le terrain, afin de garantir une prise en charge rapide des cas recensés et l'efficacité des interventions destinées à protéger la biodiversité dans les zones sinistrées. De leur côté, les directeurs de l'environnement des wilayas de Jijel, Skikda, Annaba, Tizi-Ouzou et Béjaïa ont présenté les mesures prises pour préserver les espèces animales menacées de disparition, en coordination avec les autorités locales et les acteurs de la société civile. Le directeur général de l'Observatoire national de l'environnement et du développement durable (ONEDD), Karim Arab, a, pour sa part, présenté des mécanismes d'intervention modernes fondés sur la recherche scientifique pour évaluer les dommages causés aux différentes espèces végétales et animales lors des récents incendies et diagnostiquer leurs impacts à travers des analyses de laboratoire spécialisées.

Il a également été question de l'élaboration de programmes visant à réhabiliter et à reboiser les zones sinistrées selon des bases scientifiques durables.

RA

ALGÉRIE-SÉNÉGAL

ACCORD SUR LE RENFORCEMENT DE LA COOPÉRATION DANS LES DOMAINES DE L'ÉLECTRICITÉ ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le ministre de l'Energie et des Energies renouvelables, Mourad Adjal, a eu, lundi, des entretiens, par visioconférence, avec le ministre sénégalais de l'Energie et du Pétrole, El Hadji Abdourahmane Diouf, consacrés à l'examen des moyens de renforcer et d'élargir la coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie, de l'électricité et des énergies renouvelables, indique un communiqué du ministère.

Les deux parties ont évoqué, lors de cette rencontre, l'état de la coopération entre les deux pays et les perspectives de son développement, notamment à travers l'intensification des échanges d'expertises et d'expériences, la formation et le transfert de technologies, ainsi que les moyens de concrétiser des projets pratiques dans le secteur de l'énergie.

Elles ont également abordé le renforcement de la coopération entre

les entreprises et organismes activant dans le secteur, notamment dans le domaine de la fabrication des équipements et matériels énergétiques, de manière à contribuer au renforcement des capacités nationales du Sénégal et au développement de ses infrastructures énergétiques.

Dans ce cadre, M. Adjal a réaffirmé la disponibilité de l'Algérie à partager son expérience et son expertise avec la partie sénégalaise et à poursuivre l'accompagnement du Sénégal dans la concrétisation de ses projets énergétiques. De son côté, le ministre sénégalais a fait part de la volonté de son pays de développer le partenariat avec l'Algérie et de tirer profit de son expérience et de ses capacités dans les domaines de l'énergie et de l'électricité.

Dans le cadre de la concrétisation des résultats de ces entretiens, les deux parties sont conve-

nues de tenir, début octobre prochain en Algérie, une rencontre pour la signature d'un mémorandum de coopération entre le Groupe Sonelgaz et la société sénégalaise d'électricité Senelec, visant à élargir les domaines de coopération et d'échange d'expertises dans les secteurs de l'électricité et de l'énergie.

Elles sont également convenues d'organiser, le 3 décembre prochain au Sénégal, une rencontre pour la signature d'un accord intergouvernemental entre l'Algérie et le Sénégal visant à développer les cadres de coopération bilatérale dans les domaines de l'énergie et des énergies renouvelables.

Ces accords devraient ouvrir de nouvelles perspectives à un partenariat algéro-sénégalais plus large et durable, et renforcer la coopération énergétique et l'intégration entre les pays africains.

RE

SÉCURITÉ HYDRIQUE
MOBILISATION GÉNÉRALE
POUR L'EAU À SIDI BEL-ABBÈS

Le wali de Sidi Bel-Abbès, M.Kamel Hadji, a présidé hier mardi une réunion périodique avec les élus des deux assemblées parlementaires, axée sur l'évaluation et le pilotage de divers chantiers destinés à consolider l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya.

Par Kahina Baghdad

Il s'agit notamment du schéma de maillage des canalisations, du raccordement à l'usine de dessalement de « Chatt El Hilal » dans la wilaya d'Aïn Temouchent, ainsi que des mesures visant à accroître la production, à moderniser les conduites et à optimiser leur efficacité.

La préfecture a indiqué que cette rencontre a offert l'occasion de mesurer l'avancement des travaux et les retombées attendues pour pérenniser le service public et garantir la fiabilité des ressources. À cette occasion, le directeur de l'Hydraulique, Djebbar Belmerir, a livré un bilan détaillé de la filière et des orientations futures du réseau, insistant sur le fait que le plan d'interconnexion a pour but d'accroître



la souplesse du système, d'assurer la permanence des livraisons et de valoriser au mieux les réserves hydriques existantes.

D'après ce cadre, la démarche retenue repose sur la protection et la multiplication des sources d'alimentation, l'agrandissement des capacités de stockage, l'exploitation des eaux de barrages et des nappes phréatiques, en complément du lien avec l'unité de dessalement précitée.

Pour ce qui est du renfort productif, les programmes comprennent la remise en état de trois postes de pompage, ce qui devrait fournir 25.000 m3/jour supplémentaires depuis le barrage de Sidi Abdelli à destination de 19 localités, ainsi que la mise en route du champ captant de Chatt Ech-Chergui, avec une hausse de son débit à 14.000 m3/jour.

En outre, la réfection de la conduite forcée « Beni Bahdel - Sidi

Abdelli » sur 4 km est susceptible d'accroître la production de 20 %, alors que le secteur d'Aïn El Berd bénéficie actuellement de la pose d'une canalisation de 12,5 km pour desservir Aïn El Berd, Sidi Hamadouche et Sidi Brahimi.

Ces travaux incluent aussi l'alimentation des zones de Benachiba et Sidi Ahmed, la restauration des réseaux de distribution des hameaux d'El Baouïche (commune de Sidi Dahou) et de Belouladi (commune d'Amarnas), ainsi que la remise en état des canalisations dans les communes de Telagh, Mezaourou et Tegalimet, afin de réduire les fuites importantes et d'améliorer le rendement général.

Les parlementaires ont, quant à eux, applaudi ces initiatives, tout en exhortant à accélérer l'exécution et à éliminer les contraintes terrains qui pourraient retarder l'achèvement dans les délais, et ont réitéré leur volonté de porter la voix des habitants et d'épauler les pouvoirs publics pour atténuer les défaillances d'approvisionnement constatées.

Pour terminer, le responsable de l'exécutif local a souligné la nécessité d'une vigilance continue sur le terrain et d'une synergie renforcée entre tous les acteurs, afin de mener à bien les projets arrêtés, d'élever la qualité du service offert aux usagers et d'instaurer une sécurité hydrique pérenne sur l'ensemble du territoire de la wilaya.

K.B

RENTRÉE 2026-2027

TISSEMSILT RENFORCE SES STRUCTURES ÉDUCATIVES

À l'approche de la rentrée scolaire 2026-2027, la wilaya de Tissemsilt bénéficiera de plusieurs équipements éducatifs supplémentaires couvrant les trois niveaux d'enseignement. Une sortie sur le terrain a eu lieu mardi, conduite par le wali Fethi Bouzaïd, afin de constater l'état d'exécution des travaux et le degré de préparation des sites dédiés aux écoles.

Par Halim Dardar

Dans la ville chef-lieu, où le responsable a visité divers projets de construction et d'aménagement de locaux pédagogiques, il a été rappelé que le secteur dispose désormais de 12 infra-

structures, réparties en neuf groupes scolaires, deux collèges (CEM) et un lycée. Le wali a profité de cette visite pour exiger à la fois la qualité des réalisations et du matériel, ainsi qu'une cadence accrue dans la finalisation des branchements aux réseaux d'électricité, de gaz, d'eau et d'Internet, afin de garantir une ouverture dans les temps.

Pour le primaire, la délégation a examiné les chantiers de neuf écoles dans la commune de Tissemsilt, dont trois situées au pôle urbain «Souidani Boudjemaa», à Boumengouche, où le taux de réalisation atteint 70 %. Trois autres groupes scolaires, implantés dans les quartiers Sanaouber (4.960 logements), sur la route de Hamadia et sur le site des 500 logements, sont en phase d'achèvement avant livraison. Les trois dernières, au quartier Hassan Abdelkader (1.184

logements), présentent un avancement proche de 90 %. Deux d'entre elles remplaceront les anciennes écoles «Malek Bennabi» et «El Bachir El Ibrahim», a-t-on précisé.

En ce qui concerne le moyen, deux nouveaux CEM devraient être livrés dans la même commune, avec un taux de travaux supérieur à 95 %, et leur ouverture est annoncée avant le 15 septembre prochain. Pour le secondaire, un lycée neuf a déjà été réceptionné à Tissemsilt.

Ces équipements, dont la mise en service interviendra par étapes, devraient alléger la charge pesant sur les établissements existants lors de la rentrée et offrir de meilleures conditions d'accueil aux élèves, selon les services de la wilaya.

H.D

EL TARF

LANCEMENT PROCHAIN DES TRAVAUX DE RÉHABILITATION ET D'ÉQUIPEMENT DE SEPT STRUCTURES DE JEUNESSE

Des travaux de réhabilitation et d'équipement de sept (7) structures de jeunesse seront "bientôt" lancés dans plusieurs communes de la wilaya d'El Tarf, a indiqué, mardi, le directeur de la jeunesse et des sports (DJS), Amar Boumendjel.

Le même responsable a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces opérations qui ont nécessité un investissement public de 125 millions de dinars, concernent les maisons de jeunes des communes de Chatt, d'Asfour, de Zitouna, d'El Kerma, et de Besbes, ainsi que les complexes sportifs des communes de Bouhadjar et de Besbes.

Les travaux prévus portent, selon la même source, sur la réhabilitation et la peinture des espaces intérieurs, la réparation des installations électriques,

des réseaux d'eau potable et d'assainissement, ainsi que la rénovation des revêtements de sols, des plafonds, des portes et des fenêtres.

Quant aux opérations d'équipement, elles consisteront à mettre en place des meubles et des équipements de bureau, des ordinateurs, des matériels audiovisuels, ainsi qu'à rénover le chauffage central et la climatisation, en plus de l'acquisition de différents équipements et matériels sportifs et de loisirs, selon M. Boumendjel.

Ces opérations visent à améliorer les conditions d'accueil des jeunes et à fournir des espaces modernes, adaptés à la pratique de différentes activités sportives, culturelles et récréatives, a conclu la même source.

R.R

ILLIZI

OPÉRATION ÉLECTRIFICATION DANS PLUSIEURS NOUVEAUX QUARTIERS À IN-AMENAS

Un réseau d'alimentation en énergie électrique de plusieurs nouveaux quartiers et agglomérations de la commune d'In-Aménas, wilaya d'Illizi, a été mis en service, mardi, par les autorités locales, lit-on dans un communiqué parvenu de la direction locale l'entreprise de distribution de l'électricité et du gaz, Sonelgaz.

Retenue au titre des efforts visant l'amélioration des conditions de vie de la population de cette région, cette opération de raccordement a profité au lotissement de 342 lots, 200 logements ruraux à la cité El-Wiam, à quatre (4) quatre agglomérations retenues au plan d'occupation du sol, POS-5, aux agglomérations rurales structurées au POS-10 et aux lotissements N-03 et 04.

Ce projet, dont les travaux ont été exécutés dans un délai de trois mois, a porté sur la réalisation d'un réseau de distribution long de 3,6 Km, de deux (2) postes de transfert électrique, et de 100 branchements, pour un coût global de plus de 42,47 millions DA.

Cette opération de développement électrique devrait contribuer l'alimentation des agglomérations et groupes d'habitations en énergie électrique, l'amélioration du service public, la satisfaction de l'extension urbaine et la consolidation du développement dans la commune d'In-Aménas, a conclu le communiqué de la Sonelgaz.

R.R

RECONQUÊTE INDUSTRIELLE ET AGRICOLE

LE GHANA TABLE SUR LE COTON POUR RELANCER SA FILIÈRE TEXTILE

Au Ghana, le secteur textile, affaibli ces dernières années, cherche à renaître via des investissements inédits et la remise en état d'outils productifs. Accra compte sur cette dynamique pour redynamiser la culture cotonnière.

Par Nawal Bordji

Un essai pilote de production de coton est actuellement mené sur une parcelle de plus de 20 hectares dans la municipalité de Savelugu. Selon un communiqué du ministère du Commerce, de l'Agribusiness et de l'Industrie en date du 27 août, cette expérimentation constitue une première phase dans la stratégie gouvernementale visant à relancer la cotoniculture à grande échelle dans le septentrion.

Nommée Northern Cotton Revival Initiative, cette opération associe plusieurs partenaires locaux et internationaux, avec l'ambition de créer une zone cotonnière couvrant divers districts de la Région du Nord.

La ministre Elizabeth Ofosu-Adjare a souligné que cette politique, destinée à accroître la production indigène de coton, « offrirait une source régulière de matière première aux industriels du textile et de l'habillement, abaisserait les coûts de fabrication et contribuerait à alléger la facture des importations nationales ».



UNE DEMANDE DÉJÀ PRÉSENTE ET APPELÉE À SE RENFORCER

Cette volonté de renforcer l'offre intérieure survient alors que le Ghana s'efforce déjà d'assurer l'alimentation de ses usines textiles. En juillet, le président John Dramani Mahama avait annoncé des pourparlers avec le Bénin, premier producteur africain de coton, pour un accord d'approvisionnement en fibre à destination de Volta Star Textiles Limited, ancienne unité

industrielle en réhabilitation à Juapong (région de la Volta). À son pic, cette usine produisait environ 26 millions de yards (près de 24 millions de mètres) de tissu par an.

Ce recours éventuel au coton béninois révèle les difficultés actuelles du Ghana à approvisionner localement son industrie textile. En effet, la production nationale de coton demeure modeste : d'après la FAO, elle a oscillé autour de 28 000 tonnes de coton-graine entre 2020 et 2024, sur

une surface d'environ 15 000 hectares.

L'impératif de relancer la production locale revêt une importance stratégique accrue, car la demande de coton pourrait gonfler avec l'essor de nouvelles capacités textiles et d'habillement. Le 28 août 2026, l'usine Northshore Apparel Ghana Ltd, présentée comme un futur pôle de confection pour des marques internationales, a été inaugurée officiellement à Savelugu.

Ce projet, dont l'investissement initial avoisine 10 millions d'euros (11,6 millions \$), est cofinancé par la Ghana Export-Import Bank (GEXIM) et la banque allemande KfW. Il dispose actuellement de 50 lignes de couture et emploie plus de 2 300 personnes en première phase.

La nouvelle unité prévoit aussi d'accroître son ancrage agricole. Selon l'Agence ghanéenne de presse (GNA), la deuxième phase intégrera un atelier d'égrenage, et la troisième mettra en place un réseau de producteurs (Outgrower scheme) pour garantir un approvisionnement pérenne en fibre.

Globalement, cette trajectoire peut créer un débouché industriel prometteur pour le coton local. Pour Accra, l'enjeu ne se limite donc pas à la seule relance de la culture : il s'agit de reconstituer progressivement une filière complète, de la production cotonnière jusqu'à la confection, en passant par l'égrenage et la transformation textile. Le principal obstacle restera cependant de faire passer la cotoniculture du stade expérimental à une échelle suffisante pour satisfaire durablement les besoins d'une industrie textile en pleine expansion.

N.B

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET MUTATION ÉCONOMIQUE LE NIGERIA FACE À SON CASSE-TÊTE HALIEUTIQUE

Alors que l'expansion urbaine et la croissance démographique tirent vers le haut la consommation intérieure de protéines d'origine animale, le Nigeria subit une dépendance chronique aux importations de poisson, tout en y voyant un levier de développement.

Par Saïd Slimani

Pour pallier cette situation, alors que la production nationale ne satisfait que 39 % des 3,6 millions de tonnes consommées annuellement, les autorités ont instauré un groupe de travail le 27 août 2026 à Abuja. Ce comité dispose de huit semaines pour élaborer une stratégie opérationnelle visant à renforcer la production, la transformation et la commercialisation.

Le ministre des Affaires maritimes et de l'Économie bleue, Adegboyega Oyetola, a déclaré que « le Nigeria ne saurait persister dans une telle dépendance au poisson importé, alors que nos ressources et compétences locales suffisent à accroître la production nationale et à consolider la sécurité alimentaire ».

Le manque de poisson au Nigeria ne relève pas seulement d'une question d'approvisionnement alimentaire. Il représente aussi un débouché prometteur pour les investisseurs nationaux. L'écart annuel entre la demande et l'offre est évalué par l'État fédéral à près de 2,2 millions de tonnes.

RÉDUIRE LES ACHATS EXTÉRIEURS, ÉPARGNER LES RÉSERVES EN DEVISES

Ce déficit identifié par le gouvernement constitue d'abord une chance de substituer localement aux importations. Le Nigeria achète chaque année de grandes quantités de poisson surgelé. En 2025, la facture pour ces importations a avoisiné 1,2 milliard de dollars US.

D'après le Conseil norvégien des produits de

la mer, les exportations norvégiennes vers le Nigeria ont totalisé 524 millions de couronnes (environ 56 millions de dollars) en 2025, principalement du hareng et du maquereau congelés.

En 2024, les seuls achats de harengs surgelés ont porté sur 84 977 tonnes, pour une valeur de 119,1 millions de dollars, selon les données Comtrade de la Banque mondiale. Les fournisseurs incluent une dizaine de pays : Pays-Bas, Russie, Allemagne, îles Féroé, Chine, Japon, entre autres.

Accroître l'offre locale permettrait donc de substituer progressivement une partie de ces approvisionnements extérieurs et de réduire les sorties de devises, objectif déjà affiché dans les plans nationaux pour la pêche et l'aquaculture.

UNE FILIÈRE QUI S'ÉTEND AU-DELÀ DES BASSINS

L'opportunité ne se résume pas à implanter de nouvelles piscines. La chaîne de valeur offre de multiples créneaux pour les entreprises locales : aliments pour poissons, fabrication ou remplacement d'équipements importés, production d'alevins, élevage, transformation, fumage, chaîne du froid, transport et distribution.

La filière du poisson-chat (catfish) illustre bien l'ampleur du marché. Le Nigeria est reconnu par la FAO comme le premier producteur mondial de poisson-chat africain. Dans son rapport « Nigeria: Improving catfish farming » publié en juin 2026, la FAO estime sa production annuelle à environ 1,2 million de tonnes.

Le potentiel commercial se mesure à l'aune du déficit que cette filière peut combler. Sur la base d'un prix au kilo d'environ 4 dollars avancé par la FAO, les 2,2 millions de tonnes manquantes correspondraient théoriquement à un marché brut de plusieurs milliards de dollars. Ce calcul n'est pas une prévision de chiffre d'affaires, mais il donne une idée de l'ordre de grandeur.

Des projets menés dès 2021 par la FAO via l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans le cadre de FISH4ACP ont montré que des investissements ciblés peuvent donner des résultats tangibles.

FISH4ACP indique avoir injecté 550 000 dollars auprès de 500 producteurs répartis sur cinq sites. Ces actions ont dégagé une valeur ajoutée annuelle supplémentaire d'environ 850 000 dollars, avec une hausse de production de 5 % et une baisse des coûts de 10 %. Le rapport bénéfices/coûts s'établit à 1,54, avec un retour sur investissement en moins de huit mois.

PRIX, SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET EMPLOIS

L'enjeu est d'autant plus crucial que le Nigeria compte désormais 237,5 millions d'habitants (données Banque mondiale). Une offre locale accrue pourrait alléger la pression sur les prix due à la pénurie, aux frais logistiques et à la volatilité du naira. L'aquaculture représente déjà un vivier d'activités conséquent. La FAO souligne son potentiel en matière d'emplois et d'activités économiques, en particulier pour les femmes et les jeunes. Rien que pour le poisson-chat, environ 300 000 producteurs sont engagés, générant près d'un million d'emplois, selon FISH4ACP.

Pour Abuja, le défi n'est donc pas tant de produire directement les 2,2 millions de tonnes manquantes que de créer un environnement favorable à l'investissement privé : accès au crédit, approvisionnement en aliments et alevins, infrastructures frigorifiques, transformation et débouchés seront déterminants.

Si ces freins sont levés, le déficit halieutique nigérian pourrait se muer en bien plus qu'un problème d'approvisionnement : un vaste marché de substitution aux importations et un nouveau champ d'expansion pour le capital national.

S.S

GHAZA MEURTRIE

L'ONU APPELLE À LEVER LES BLOCAGES POUR SAUVER DES VIES

Antonio Guterres, chef des Nations unies, a exigé hier mardi la suppression rapide de toute entrave entravant encore l'action humanitaire des organismes internationaux en faveur des populations de la bande de Ghaza.

Par Yacine Boudali

« Dans l'enclave, le respect du cessez-le-feu s'impose, tout comme l'application complète d'une feuille de route globale pour sortir du conflit. Les barrières qui freinent l'arrivée des secours doivent tomber sans attendre », a lancé M. Guterres depuis Bichkek, au Kirghizistan, où se tenait le sommet élargi de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS+).

Il a également affirmé qu'une paix durable à Ghaza ne verrait le jour qu'avec l'émergence d'un État palestinien doté d'une pleine souveraineté, d'une indépendance effective et d'un système démocratique.

Par ailleurs, l'Unicef a réclamé l'autorisation d'acheminer vers Ghaza du carburant, de l'huile pour moteurs, ainsi que tout l'équipement



requis pour faire tourner et remettre en état les infrastructures hydriques, alors que la crise de l'eau s'aggrave et menace toute la population, en premier lieu les enfants, dans le contexte du blocus maintenu par

l'occupation sioniste sur le territoire palestinien. Dans un communiqué publié lundi, l'agence onusienne a indiqué que les camions-citernes distribuent de l'eau potable à environ 150 000 personnes mensuelle-

ment, dont une forte proportion d'enfants, mais elle a tenu à rappeler que cette solution, vitale certes, reste insuffisante pour régler durablement la pénurie.

Elle a insisté sur le fait que seule la remise en état des réseaux hydrauliques permettrait un approvisionnement pérenne, ce qui implique d'introduire du combustible, du matériel, des pièces détachées et des produits d'entretien indispensables au fonctionnement et à la réparation des installations endommagées pendant l'agression sioniste.

Cet appel survient alors que les systèmes d'eau et d'assainissement de Ghaza subissent une pression extrême, en raison des dégradations subies par les équipements et du manque aigu de fournitures et de pièces nécessaires à leur exploitation et à leur préservation.

Y.B

L'ONU VIVEMENT PRÉOCCUPÉE PAR LA POURSUITE DES PERTES CIVILES À GHAZA

L'Organisation des Nations unies (ONU) s'est dite vivement préoccupée par la poursuite des pertes civiles dues aux frappes aériennes et à d'autres opérations militaires menées par l'armée sioniste dans la bande de Ghaza, au cours du week-end. Lors de son point de presse quotidien, le porte-parole de l'ONU, Stéphane Dujarric, a indiqué qu'un enfant figurait parmi les victimes et que des installations situées au sein du complexe hospitalier Al-Aqsa, à Deir al-Balah, avaient été endommagées lors de l'une des frappes.

Dujarric a souligné la nécessité de protéger

les civils et les infrastructures civiles, notamment les hôpitaux, et de ne pas les prendre pour cibles ni les utiliser à des fins militaires, a rapporté l'agence de presse palestinienne WAFA.

Sur le plan humanitaire, l'ONU et ses partenaires poursuivent leurs préparatifs en prévision de la saison des pluies dans la bande de Ghaza, a-t-il dit. Le manque de financements, les restrictions imposées à l'entrée des matériaux, ainsi que les pénuries de carburant, de pièces détachées et d'engins lourds entravent les efforts visant à réduire les risques d'inon-

datations, a averti Dujarric.

En Cisjordanie, les équipes de l'ONU ont également fait état de la poursuite des violences liées aux colons, notamment des agressions, des actes de vandalisme, des incendies et des vols.

Environ 12 Palestiniens ont été blessés lors d'attaques menées pendant trois jours dans les environs de Ramallah. Ces attaques ont entravé la circulation des habitants et des véhicules, y compris des ambulances.

RI

TENSION

TÉHÉRAN DÉNONCE L'ALIGNEMENT EUROPÉEN SUR WASHINGTON

Esmail Baghaei, qui officie comme porte-parole au sein de la diplomatie iranienne, a vivement critiqué le soutien octroyé par l'Union européenne à l'initiative économique américaine contre son pays, estimant que ce geste ôte à l'Europe tout droit de revendiquer une « autonomie stratégique ».

Cette sortie de M. Baghaei a pris la forme d'un message posté sur X, en écho à une prise de position de l'UE publiée le même jour, en marge de la réunion des ministres des Finances et des banquiers centraux du G20 tenue à Asheville, aux États-Unis. Dans cette déclaration, l'UE affirmait « se féliciter des démarches visant à contraindre l'Iran à cesser ses actions déstabilisatrices et à s'engager sincèrement dans des pourparlers pacifiques, notamment via des pressions financières additionnelles, y compris dans le cadre

de l'opération Paria économique pilotée par les Américains ».

« L'Europe ne saurait désormais évoquer son 'autonomie stratégique' alors qu'elle se borne à suivre les directives de Washington », a rétorqué le porte-parole. Par ailleurs, l'UE a préconisé de maintenir le dialogue avec Téhéran pour assurer la stabilité régionale et la liberté de passage dans le détroit d'Ormuz, tout en se disant disposée à renforcer les sanctions et à intensifier la pression aux côtés des États-Unis et d'autres alliés.

Le 19 août, le président américain Donald Trump avait dévoilé ce qu'il présente comme « l'opération économique la plus sévère jamais imposée à une nation », en avertissant que tout pays apportant un concours vital à l'Iran s'exposerait à des « répercussions financières majeures ».

Y.B

MISSILES AMÉRICAINS TYPHON

LA RUSSIE MET LE JAPON EN GARDE CONTRE LEUR DÉPLOIEMENT

La Russie a averti qu'elle pourrait prendre des contre-mesures en réponse au déploiement par le Japon de systèmes de missiles américains Typhon, a déclaré mardi le porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova.

"L'ambassade du Japon a été clairement informée que le déploiement de ce type d'armement sur le territoire japonais, même sous prétexte d'exercices militaires, est absolument inacceptable, car il constitue une menace pour la sécurité de la Russie", a indiqué Mme Zakharova lors d'un point de presse en marge du Forum économique oriental à Vladivostok, ajoutant que Moscou avait averti de mesures de rétorsion pour garantir sa sécurité nationale.

Le système de missiles Typhon, déployé par la base aérienne de Kanoya dans la préfecture de Kagoshima pour les exercices Valiant Shield, est capable de transporter des missiles Tomahawk d'une portée allant jusqu'à 1.600 km, ont rapporté fin juin des médias japonais. Il s'agit du système d'arme terrestre à la plus longue portée déployé au Japon.

Appelant le Japon à revenir à sa politique pacifiste, Mme Zakharova a réaffirmé que la souveraineté de la Russie sur les îles Kouriles du Sud ne faisait aucun doute. Elle a indiqué que son ministère avait adressé lundi une protestation diplomatique à l'ambassade du Japon au sujet des exercices militaires prévus.

RI

CISJORDANIE OCCUPÉE

12 PALESTINIENS ARRÊTÉS PAR LES FORCES SIONISTES

Douze citoyens palestiniens ont été arrêtés, mardi en Cisjordanie occupée, par les forces de l'occupation sioniste, a indiqué le Bureau d'information des prisonniers palestiniens.

Le Bureau a précisé que les arrestations ont eu lieu principalement dans les gouvernorats de Tulkarem, Nablousse, Jenine et Beit Lehm.

Les forces d'occupation sionistes ont arrêté

également 10 pêcheurs palestiniens à Ghaza.

La même source a rappelé que le nombre de Palestiniens détenus dans les prisons de l'occupation sioniste dépassait les 9.500, dont 99 femmes, 42 journalistes et plus de 360 enfants.

Le Bureau d'information des prisonniers a affirmé que les campagnes d'arrestations menées quotidiennement par les forces de l'occupation

ZAMBIE

LE PRÉSIDENT HICHILEMA PRÊTE SERMENT POUR UN SECOND MANDAT

Le président zambien Hakainde Hichilema a prêté mardi serment pour un second mandat après avoir remporté le scrutin du 13 août dernier. La cérémonie de prestation de serment du président s'est déroulée dans le stade de Lusaka, en

présence de plusieurs dirigeants africains et de milliers de militants du parti UPND de Hichilema, selon la télévision publique. Hakainde Hichilema (64 ans) a remporté 60% des suffrages, suivi de l'ancien ministre Brian Mundubile avec 38%,

selon les résultats officiels. Le président réélu est crédité d'avoir conduit la Zambie à un important redressement économique durant son premier mandat, entamé en 2021.

RI

UNE TECHNOLOGIE TRÈS PEU CONNUE CHEZ NOUS

L'IMPRESSION 3D, LA RÉVOLUTION SILENCIEUSE DU SIÈCLE

Longtemps cantonnée au prototypage, l'impression 3D s'impose désormais comme une technologie stratégique. Automobile, aéronautique, santé et construction l'adoptent massivement, transformant les chaînes de production et ouvrant la voie à une nouvelle révolution industrielle.

Par Yakout Abina

En 2026, l'impression 3D n'est plus une curiosité technologique. Elle est devenue un pilier industriel, avec un marché mondial évalué à près de 30 à 35 milliards de dollars et des projections dépassant les 150 milliards d'ici 2035. Cette croissance illustre une adoption accélérée dans les secteurs stratégiques, de l'automobile à la santé en passant par l'aéronautique et la construction. Pour comprendre cette révolution, il faut revenir à son histoire. Des origines des années 1980 à la folie du « fait maison ».

Contrairement à ce que l'on pourrait penser, l'impression 3D n'est pas née hier. Ses racines remontent au début des années 1980. Dès 1981, un inventeur français, Alain Le Méhauté, dépose un brevet pour le procédé de stéréolithographie (l'art de solidifier de la résine liquide à l'aide de lumière). Faute de soutien industriel en France, le projet est abandonné. C'est finalement l'Américain Chuck Hull qui concrétise l'invention en 1986 en créant la première machine commerciale et en fondant la célèbre entreprise 3D Systems.

Pendant des décennies, ces machines restent cantonnées aux laboratoires de recherche et aux départements de design des grandes entreprises. Ce sont des outils géants, extrêmement coûteux, réservés au prototypage rapide : ils servent à fabriquer un modèle unique pour valider la forme d'un objet avant de lancer un moule industriel.

Le véritable tournant survient à la fin des années 2000. Les brevets initiaux tombent progressivement dans le domaine public. Un mouvement mondial s'organise alors : le projet open-source RepRap (pour Replicating Rapid Prototyper) voit le jour. L'idée folle de ses créateurs est de concevoir une machine capable d'imprimer une grande partie de ses propres pièces. C'est le début de la démocratisation : les prix s'effondrent, passant de dizaines de milliers d'euros à quelques centaines. Des milliers de passionnés s'approprient la technologie, créant une immense communauté d'inventeurs de salon.

DU BLOC DE MATIÈRE AU DÉPÔT DE COUCHES

Pour comprendre l'impression 3D, il faut d'abord saisir ce qui l'oppose à la fabrication industrielle classique. Depuis la nuit des temps, l'humanité façonne les objets selon un principe dit « sous-traitif ». Qu'il s'agisse de tailler un bloc de pierre, de sculpter du bois



ou d'usiner une pièce de métal dans une fraiseuse, on part d'un bloc brut duquel on retire de la matière jusqu'à obtenir la forme désirée. Les déchets générés sont souvent considérables.

L'impression 3D, ou fabrication additive, procède exactement à l'inverse. Elle fonctionne par superposition de couches successives de matière, guidée par un plan numérique en trois dimensions. Tel un maçon qui élève un mur brique par brique, la machine dépose la matière uniquement là où elle est nécessaire. Ce simple renversement conceptuel engendre des économies de matière spectaculaires, réduit l'empreinte logistique et permet de concevoir des géométries complexes telles que des structures alvéolaires internes, qui seraient tout bonnement impossibles à usiner par enlèvement de copeaux.

UNE GALAXIE DE TECHNOLOGIES ET DE MATÉRIAUX

Aujourd'hui, l'appellation « impression 3D » cache des procédés très différents.

La technique la plus connue reste le dépôt de filament fondu. Un fil de plastique (souvent biodégradable, fait à base d'amidon de maïs ou de canne à sucre) est fondu à travers une buse chauffante pour être déposé couche par couche. C'est le principe des imprimantes de bureau.

Pour des objets d'une précision microscopique, on utilise plutôt de la résine liquide durcie par des flashes lumineux. Pour l'industrie, on fait fondre des poudres de métaux (comme le titane) à l'aide de lasers surpuissants pour obtenir des pièces aéronautiques ultra-solides.

DES APPLICATIONS QUI TRANSFORMENT LA SOCIÉTÉ.

Aujourd'hui, les applications touchent notre quotidien dans des

secteurs aussi variés que la santé, l'aérospatiale ou l'habitat.

Dans le domaine médical, l'impact est sans doute le plus spectaculaire. Il est aujourd'hui possible de scanner la mâchoire ou la structure osseuse d'un patient pour imprimer une prothèse sur mesure en un temps record. Des laboratoires travaillent activement sur le bioprinting (l'impression de tissus biologiques), ouvrant la voie à la création de substituts de peau pour les grands brûlés ou, à plus long terme, d'organes fonctionnels.

Dans l'industrie, les géants de l'aéronautique comme Airbus ou Safran impriment des composants de moteurs d'avion. En fusionnant plusieurs pièces distinctes en un seul bloc imprimé en titane, ils réduisent considérablement le poids des avions, ce qui se traduit par des économies de carburant substantielles et une baisse des émissions de dioxyde de carbone.

Les constructeurs automobiles, eux aussi, utilisent désormais des bibliothèques numériques de pièces imprimables. Cela réduit les coûts de stockage et permet de fabriquer des composants à la demande. Les prototypes sont réalisés en quelques jours, contre plusieurs semaines auparavant. Les matériaux composites offrent une résistance supérieure à l'aluminium usiné, tout en allégeant les véhicules.

Le secteur de la construction n'est pas en reste. Des imprimantes géantes, montées sur des portiques ou pilotées par des bras robotisés, coulent du béton à prise rapide pour ériger des murs de maisons en quelques jours seulement. Cette approche offre une réponse prometteuse aux crises du logement et aux besoins de reconstruction rapide dans les zones sinistrées, tout en minimisant les déchets de chantier.

LES DÉFIS D'UN MONDE EN TRANSITION

Malgré ses promesses vertigineuses, l'impression 3D doit encore surmonter plusieurs obstacles majeurs avant de s'imposer universellement. La vitesse de production reste l'un des freins principaux : fabriquer une pièce volumineuse ou complexe prend du temps, ce qui la rend encore difficilement compétitive face au moulage par injection pour la production de masse à grande échelle.

Sur le plan environnemental, si la réduction des déchets de fabrication est un net avantage, le bilan carbone des matières premières, notamment les poudres métalliques ou les résines synthétiques, doit être interrogé. De plus, la question du recyclage des filaments plastiques et des composites demeure un chantier ouvert pour les industriels.

Enfin, la démocratisation des outils de fabrication pose des questions réglementaires et éthiques inédites. N'importe qui pouvant potentiellement télécharger un fichier et fabriquer un objet chez soi, le contrôle de la contre-façon, la sécurité des produits et la traçabilité des armes ou des pièces détachées critiques deviennent des casse-têtes pour les législateurs.

L'impression 3D n'est donc pas une simple rupture technologique : elle redéfinit notre rapport à l'objet, décentralisant la production pour la rapprocher du consommateur final. En transformant chaque utilisateur potentiel en fabricant, elle pose les bases d'un futur où la seule limite à notre créativité ne sera plus la complexité des outils de production, mais l'étendue de notre imagination. Comme l'électricité au 19e siècle ou l'informatique au 20e, elle s'impose comme une révolution industrielle majeure du 21e siècle.

Y.A

CANICULE

PLUS DE 5 000 DÉCÈS ATTRIBUÉS À LA CHALEUR EN ESPAGNE

L'année 2026 figure parmi les plus chaudes jamais enregistrées. En Espagne, la chaleur a causé plus de 5 000 décès entre le 1er juin et le 31 août 2026, un triste record estival inégalé depuis 2015.

Par Ikram Haou

Selon les dernières données publiées par l'Institut public de santé Carlos III, à Madrid, les chiffres de mortalité pour ces trois mois font état de 937 décès en juin, 2 025 en juillet et 2 149 en août, soit un total de 5 111 morts attribuables à la chaleur.

Ce bilan dépasse les records des trois années précédentes sur la même période : 4 652 décès en 2022, 3 651 en 2025 et 1 977 en 2024. Les



statistiques proviennent du système « MoMo » (Monitoring de la Mortalité), qui recueille quotidiennement le nom-

bre de décès en Espagne et mesure l'écart par rapport à la mortalité prévisible, établie à partir des séries histo-

riques. Ce dispositif intègre également les températures fournies par l'Agence nationale de météorologie (Aemet). Il faut souligner que les vagues de chaleur historiques touchent non seulement l'Espagne, mais aussi l'Italie et la France, avec des pics dépassant parfois 44 °C.

Selon l'Aemet, l'Espagne s'apprête à connaître une nouvelle hausse significative des températures dans les tout prochains jours, après une accalmie fraîche dans plusieurs régions. L'agence avertit que le mois de septembre s'annonce avec une chaleur digne du plein été, avec des températures possibles supérieures de plus de 10 °C aux normales saisonnières. Elle précise également que juillet 2026 a déjà été, à égalité avec juillet 2022, le mois le plus chaud jamais enregistré en Espagne, et le plus sec depuis le début des relevés en 1961, provoquant des incendies inédits dans le pays.

I.H

POUR LUTTER CONTRE LES FEUX DE FORÊT À TLEMCCEN PRÈS DE 70 KM DE PISTES FORESTIÈRES AMÉNAGÉES DEPUIS JANVIER



La Conservation des forêts de la wilaya de Tlemcen a procédé, depuis le début de l'année en cours, à l'aménagement de 68,4 km de pistes forestières à travers plusieurs communes de la wilaya, a indiqué mardi une responsable de cette institution.

La cheffe du service de lutte contre les incendies, les maladies et les parasites à la Conservation des forêts, Faïza Soltani, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que ces travaux s'inscrivent dans le cadre d'un projet portant sur l'aménagement de 85 km de pistes forestières, au titre du programme sectoriel de développement, dont 68,4 km ont été réalisés à ce jour.

Elle a ajouté que l'opération a concerné 19 communes, notamment Bab El Assa, Oued Lakhdar, Beni Smail, El Gor, Beni Snous et Aïn Ghoraba, précisant que l'achèvement du reste des travaux est prévu avant novembre prochain.

L'aménagement de ces pistes contribue à renforcer les capacités d'intervention rapide pour la lutte contre les incendies en cas de départ de feu, tout en facilitant les déplacements des habitants des zones forestières concernées, a souligné la même responsable.

Dans le cadre de la campagne de prévention et de lutte contre les incendies de forêt au titre de la saison en cours, la Conservation des forêts de Tlemcen a mobilisé 12 équipes mobiles d'intervention de première urgence, ainsi que 153 agents du corps technique des forêts et 24 agents forestiers, en plus de 21 tours de surveillance et 10 tours opération-

nelles.

Le dispositif comprend également des véhicules, des camions et des tracteurs équipés de citernes, ainsi que 21 véhicules de liaison destinés au transport des agents et des gardes forestiers. Quelque 119 points d'eau ont également été aménagés à travers les différentes communes de la wilaya, selon Mme Soltani.

Les services de la Conservation des forêts effectuent, par ailleurs, des patrouilles de surveillance à l'aide d'un drone aux abords des massifs forestiers situés dans les communes de Remchi, Sebdou, Ouled Mimoun, Tlemcen, Maghnia et Ghazaouet, dans le cadre des mesures préventives visant à prévenir les départs de feu, a ajouté la même responsable.

Parallèlement, la Conservation des forêts poursuit sa campagne de sensibilisation à travers l'organisation de sorties sur le terrain dans les zones limitrophes des forêts de plusieurs communes de la wilaya, afin de sensibiliser les habitants aux moyens de prévention des incendies et à l'importance d'une intervention rapide dès l'apparition d'un feu pour éviter sa propagation.

La campagne prévoit également des actions de sensibilisation au profit des usagers de la route, les appelant à éviter tout comportement susceptible de provoquer des incendies, ainsi que la programmation d'émissions de sensibilisation sur les ondes de la Radio de Tlemcen, en coordination avec les différents services concernés, selon la même source.

La superficie forestière totale de la wilaya de Tlemcen est estimée à 238.800 hectares,

INONDATIONS DANS L'HIMALAYA PLUS DE 1 000 MORTS ET DES MILLIERS DE DISPARUS



Le bilan de la terrible inondation survenue dans l'Himalaya dépasse désormais les 1 000 morts. Alors que les secours recherchent activement les milliers de disparus, des milliers de survivants ont pu être mis en sécurité.

Par Hamida Indja

Le premier bilan de cette catastrophe, qui a eu lieu la semaine dernière, dépassait mardi les 1 000 morts. Les équipes de secours continuent de creuser dans la boue et les décombres à la recherche d'éventuels survivants.

Selon le dernier décompte provisoire des autorités népalaises et chinoises, le nombre total de victimes s'élève à 1 003, dont 987 au Népal et 16 en Chine.

Par ailleurs, les autorités des deux pays restent sans nouvelles de 4 462 personnes : 3 916 au Népal, d'après les services locaux, et 546 dans la région chinoise du Tibet, selon les médias officiels chinois.

Environ 4 500 personnes sont toujours portées disparues au Népal et au Tibet. Cela fait six jours qu'une immense vague, provoquée par la chute d'un glacier, a dévasté la région, emportant tout sur son passage.

Côté népalais, les secours fouillent plusieurs tunnels où une centaine d'ouvriers travaillant sur des chantiers de barrages auraient pu trouver refuge.

D'après le service népalais de gestion des urgences, les 20 000 sauveteurs mobilisés ont déjà mis en sécurité près de 12 000 sinistrés.

En Inde, les autorités de l'État de l'Uttar Pradesh ont annoncé avoir retrouvé 17 corps, bien en aval, à plusieurs dizaines de kilomètres du site de la catastrophe. Leur identification est en cours.

H.I

ÉCHANGES CULTURELS SINO-AFRICAINS

UN TEMPLE CHINOIS AU CŒUR DE L'AFRIQUE

À la périphérie de Lusaka, un temple Shaolin mêle arts martiaux, enseignement et culture chinoise. Accueillant principalement de jeunes Zambiens, il est devenu un lieu de formation et d'espoir pour des élèves souvent issus de milieux modestes. Au-delà du kung-fu, cette présence chinoise singulière illustre les nouveaux échanges culturels entre la Chine et l'Afrique.

Par Chaimaa Sadou

À 18 kilomètres du centre de Lusaka, le paysage zambien prend une allure inattendue. Derrière une pagode colorée, des dragons de tissu dansent, des élèves en tenue traditionnelle s'entraînent et des instructeurs chinois donnent leurs consignes. Difficile d'imaginer, au premier regard, que ce décor se trouve au cœur de l'Afrique australe. Pourtant, c'est bien en Zambie que s'élève le premier temple Shaolin d'Afrique.

Construit sur un terrain de 20 000 mètres carrés offert par l'homme d'affaires chinois Jiang Qingde, le complexe a coûté près de six millions de dollars. Il s'inscrit dans une présence chinoise déjà bien implantée en Zambie, notamment dans les mines, les routes et les infrastructures. Mais le temple occupe une place particulière : il ne s'agit ni d'un chantier ni d'une usine, mais d'un espace vivant où une tradition chinoise ancienne rencontre quotidiennement la jeunesse africaine.

Pour les 37 élèves qui y vivent et s'entraînent, le temple est devenu bien plus qu'un lieu consacré aux



arts martiaux. Leurs journées commencent dès 3 heures du matin et alternent entraînement, études et vie collective. Certains sont venus par passion pour le kung-fu, d'autres après des difficultés personnelles. La discipline leur apprend à maîtriser leur corps, leur comportement et leurs émotions.

John Bwalya, 23 ans, y vit depuis trois ans. Comme beaucoup de jeunes, il avait découvert les arts martiaux à travers le cinéma. Saulo Woonga, lui, a été envoyé au temple par sa mère après une bagarre. D'autres, comme Mathews Mafulu, y ont trouvé un moyen de reprendre confiance en eux et de dépasser leurs difficultés. Le kung-fu devient ainsi un outil d'éducation et de reconstruction personnelle.

Cette dynamique dépasse même les murs du temple. Certains élèves apprennent le mandarin, participent à des spectacles et voyagent en Chine. Ronald Mwale, connu sous le nom de Hang Shao, est devenu une figure populaire sur TikTok grâce à ses vidéos consacrées à la vie du

temple. Ses ambitions vont désormais jusqu'au cinéma. Les réseaux sociaux contribuent ainsi à faire connaître en Chine un autre regard sur la jeunesse africaine, tandis que les jeunes Zambiens découvrent une partie de la culture chinoise.

La présence du temple s'explique donc aussi par cette volonté d'échange. Le temple Shaolin s'inscrit dans une ancienne tradition bouddhiste chinoise, associée au monastère de Shaolin, dans la province du Henan, considéré comme l'un des grands foyers historiques des arts martiaux chinois. À Lusaka, cette tradition a été transposée dans un environnement africain et adaptée à une nouvelle génération d'élèves. L'originalité du lieu tient précisément à ce rapprochement entre deux univers culturels très éloignés géographiquement.

Pourtant, former de jeunes combattants ne suffit pas. Pour apprendre, encore faut-il pouvoir manger correctement. En Zambie, la question de l'alimentation des enfants reste un enjeu majeur : l'UNICEF in-

dique que 32 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance lié notamment à la malnutrition et à la mauvaise qualité des régimes alimentaires.

L'alimentation scolaire constitue donc un complément essentiel à l'éducation. En 2023, environ 2,1 millions d'écoliers zambiens ont bénéficié de repas scolaires, selon les Nations unies. Le PAM souligne que ces repas favorisent la concentration et les performances scolaires. La Zambie n'est d'ailleurs pas seule : au Rwanda, les programmes de repas scolaires ont également contribué à améliorer l'assiduité et l'attention des élèves, tandis qu'au Kenya, l'État a fortement développé son programme national. À l'échelle de l'Afrique subsaharienne, 87 millions d'enfants recevaient des repas scolaires financés par les pouvoirs publics en 2024, soit 20 millions de plus qu'en 2022.

Cette rencontre montre également que les arts martiaux peuvent servir de passerelle entre l'éducation et l'ouverture culturelle. En apprenant les gestes du wushu, quelques mots de mandarin et les règles de la vie collective, les jeunes découvrent une autre culture tout en restant attachés à leur environnement et à leurs traditions. Le temple devient ainsi un espace où se croisent deux jeunesse et deux cultures.

Ainsi, derrière ses pagodes, ses dragons et ses impressionnantes démonstrations de kung-fu, le temple Shaolin de Lusaka raconte une histoire plus large. Celle de jeunes qui cherchent à apprendre, à se discipliner et à construire leur avenir. Celle aussi d'une rencontre culturelle inattendue entre la Chine et l'Afrique.

Dans ce décor insolite, le combat ne se limite donc pas au tatami. Il concerne aussi la pauvreté, le décrochage scolaire, la malnutrition et le manque de perspectives. Pour ces jeunes Zambiens, le temple entend offrir quelque chose de plus durable qu'une technique de combat : une discipline, une formation et surtout l'espoir d'une vie meilleure.

C.S

INTOXICATIONS ALIMENTAIRES

CLÔTURE À SAIDA DES JOURNÉES NATIONALES DE SENSIBILISATION

La direction du Commerce de la wilaya de Saïda a clôturé les journées nationales d'information, de sensibilisation et de prévention consacrées à la lutte contre les intoxications alimentaires, organisées durant toute la période estivale, afin de renforcer la sensibilisation des commerçants et des consommateurs à l'importance du respect des règles d'hygiène, ainsi que des conditions de conservation et de commercialisation des denrées alimentaires, a-t-on appris, mardi, auprès de cette direction.

Selon la même source, cette campagne, lancée le 2 juin dernier sous le slogan "Faites de l'alimentation saine un mode de vie permanent", a concerné différents commerces en activité à travers la wilaya.

Plus de 2.700 dépliant de sensibilisation ont été distribués au cours de cette campagne. Ils contiennent un ensemble de recommandations et de conseils relatifs à la prévention des intoxications alimentaires, notamment en ce qui concerne les conditions de conservation, de transport et d'exposition des produits alimentaires, ainsi que l'importance du respect de la chaîne du froid.

La campagne, organisée par la direction du Commerce, a également porté sur la sensibilisation des

commerçants à la nécessité de respecter les règles d'hygiène au sein des commerces, de se conformer aux conditions de stockage des denrées alimentaires et d'éviter l'exposition des produits périssables dans des conditions inadéquates, particulièrement durant la saison estivale, période au cours de laquelle les risques d'intoxications alimentaires augmentent en raison des températures élevées, précise la même source.

L'opération a ciblé plusieurs commerces situés dans différentes régions de la wilaya. Des explications et des conseils directs ont été prodigués aux commerçants sur les mesures préventives à adopter.

Les consommateurs ont également été sensibilisés à l'importance de vérifier la salubrité des produits alimentaires et de respecter les conditions de leur conservation avant leur achat et leur consommation.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à renforcer la prévention et à protéger la santé des consommateurs, à travers l'intensification des actions de sensibilisation durant la saison estivale, qui connaît une hausse de la consommation de denrées alimentaires périssables, souligne la même source.

R.S

NUMÉRISATION

LE HCN SALUE LE RECOURS PAR LE MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE AUX DOCUMENTS ÉLECTRONIQUES

Le Haut-commissariat à la numérisation (HCN) a salué, mardi, dans un communiqué, la décision du recours par le ministère de l'Éducation nationale aux documents administratifs délivrés électroniquement, la qualifiant de démarche qualitative à même de renforcer la confiance dans le document numérique.

La HCN a estimé que cette décision qui intervient parallèlement à la rentrée scolaire (2026-2027) et prévoit le recours aux documents administratifs délivrés électroniquement, sans exiger la présentation de copies papier, de signatures ou de cachets physiques, dès lors que le document remplit les conditions légales et réglementaires, constitue "une démarche qualitative à même de renforcer la confiance dans le document numérique et sa place dans le service public". La HCN a relevé que cette démarche s'inscrit dans le cadre de "l'orientation stratégique de l'État visant à consacrer une administration numérique intégrée", en concrétisant des hautes instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, données lors de la réunion du Conseil des ministres tenue le 12 juillet 2026, portant sur l'élargissement de l'exploitation du portail national des services numériques gouvernementaux (Dzair Digital Services) et le renforcement de l'interopérabilité entre les secteurs".

"La transformation numérique ne se limite pas à la numérisation du document, mais exige aussi son adoption et sa reconnaissance effective dans le processus administratif, contribuant ainsi à simplifier les procédures, à alléger les charges et à renforcer la confiance des citoyens, des administrations et des instances publiques dans le document numérique", a-t-elle ajouté.

La HCN a, par ailleurs, considéré que la consécration du recours aux documents numériques se veut "un prolongement naturel du processus de lancement et d'élargissement du portail national des services numériques gouvernementaux, lequel représente "un espace unifié visant à rapprocher les services publics du citoyen et à renforcer le principe d'un service public sans déplacement et zéro papier".

R.S

JEUX MÉDITERRANÉENS TARENTE-2026/KARATÉ-DO

L'ALGÉRIENNE CYLIA OUIKENE DÉCROCHE LA MÉDAILLE D'OR DANS LES MOINS DE 50 KG

La karatéka algérienne Cylia Ouikene a remporté la médaille d'or dans la catégorie des moins de 50 kg lors des Jeux méditerranéens Tarente-2026 (Italie), après avoir battu mardi en finale l'Italienne Erminia Perfetto sur le score de (9-3).

La médaille de bronze est revenue à la Croate Ema Sgardelli, victorieuse de la Grecque Christina Triada Pappa lors du repêchage sur le score de 8-0. Ouikene s'est qualifiée en finale après avoir battu l'Égyptienne, Reem Salama, sur le score de 7-6.

Il s'agit de la sixième médaille d'or pour la participation algérienne, après celles d'Abdelkrim Fergat dans la lutte gréco-romaine, Dris Messaoud Redouane en judo, Djamel Sedjati en athlétisme (800m), Kaylia Nemour (Gymnastique artistique) et la sélection de football (U-21).

RS



L'ALGÉRIENNE KAYLIA NEMOUR DÉCROCHE LA MÉDAILLE D'OR

L'Algérienne Kaylia Nemour a décroché la médaille d'or dans le concours général (dames), mardi, dans le cadre des épreuves de gymnastique artistique, aux Jeux méditerranéens-2026, organisés dans la ville italienne de Tarente jusqu'au 3 septembre prochain. La championne olympique Kaylia Nemour a terminé largement en tête du classe-

ment général avec un total de 57.750 points : Saut de cheval (13.800), Barres asymétriques (15.650), poutre (14.700), et Sol (13.600). La médaille d'argent est revenue à l'Espagnole Alba Petisco qui a récolté (52.850 pts), alors que l'Italienne Sofia Tonelli a eu la médaille de bronze avec un total de (51.650 pts). Quant à l'autre algérienne

engagé dans le concours, Djenna Laroui, elle s'est contentée de la 7e place en réalisant un score de (50.600 pts). Il s'agit de la cinquième médaille d'or pour la participation algérienne, après celles d'Abdelkrim Fergat dans la lutte gréco-romaine, Dris Messaoud Redouane en judo, Djamel Sedjati en athlétisme (800m) et la sélection de football (U-21).



BASKET 3X3

LES BASKETTEURS ALGÉRIENS DÉCROCHENT LE BRONZE

La sélection algérienne masculine de basket-ball 3x3 a remporté la médaille de bronze du tournoi des Jeux méditerranéens-2026 (JM-2026), en s'imposant au bout des prolongations devant la Turquie sur le score de 21 à 19 (temps réglementaire : 19-19), mardi à Tarente (Italie). L'équipe algérienne composée de Mohand Yahiatene, Mehdi Qittane, Abdelmalek Aouana et Mehdi Bouhmama, boucle le tournoi avec un bilan de cinq victoires : trois en phase de poules, respectivement, devant Chypre (17-12), la Croatie (20-19, après prolongation) et la Slovénie (18-17), avant de battre le Portugal (18-17) en quarts de finale et la Turquie en finale pour le bronze, contre une

seule défaite en demi-finales face à l'Italie (13-15). La finale du tournoi masculin de basket 3x3 des JM-2026 oppose à partir de 19h30, l'Italie à l'Espagne. Le tournoi de basket-ball 3x3 des Jeux méditerranéens de Tarente-2026 a réuni un total de 29 équipes, engagées dans les compétitions masculine et féminine, et contribuera au processus de qualification pour les Jeux olympiques de Los Angeles 2028, à travers le classement mondial FIBA, avaient annoncé la Fédération internationale de basket-ball (FIBA) et le Comité international des Jeux méditerranéens (ICMG).

RS

JUDO

DRISS MESSAOUD, RENAISSANCE D'UN CHAMPION

Le judoka algérien Driss Messaoud Redouane a effectué un retour en force sur la scène sportive, en décrochant la médaille d'or aux Jeux méditerranéens, qui se déroulent actuellement à Tarente (Italie), refermant ainsi la parenthèse difficile de la saison 2025 et confirmant son retour au premier plan. Cette performance vient également réaffirmer les capacités du judo algérien à surmonter les périodes difficiles et à faire émerger de nouveaux champions. L'année 2025 avait constitué une étape délicate dans la carrière du judoka algérien, après la perte de son titre africain, alors qu'il était appelé à confirmer sa place parmi l'élite de la catégorie des moins de 73 kg. Loin de considérer cet échec comme une fin en soi, le jeune champion en a fait une source de motivation pour travailler davantage et se reconstruire, avant de revenir cette saison avec un tout autre visage, a tenu à souligner son club employeur, Ouled El-Bahia, devenu, depuis quelques années, l'un des cadors du judo national. Driss Messaoud a d'abord reconquis son titre africain, avant de confirmer sa forme sur la scène méditerranéenne en s'adjugeant l'or à Tarente, dans un parcours qui témoigne de la personnalité d'un athlète capable de tirer les enseignements de la défaite et de retrouver son équilibre au moment opportun. Le club Ouled El Bahia, estime qu'il est difficile d'évoquer ce retour au premier plan sans souligner le rôle joué par l'environnement sportif du champion, notamment son club, qui n'a cessé de rappeler que la formation des champions ne se résume pas au seul jour de la consécration, mais qu'elle est le fruit de plusieurs années de travail et d'accompagnement. Dans ce cadre, le club oranais a notamment salué la contribution de l'entraîneur Mazari Abdelsamad Ihsan, considéré comme l'un des premiers tech-

niciens à avoir accompagné Driss Messaoud dans son épanouissement, particulièrement durant la période de la pandémie de Covid-19. Le technicien a alors œuvré à perfectionner les qualités du jeune judoka, à développer ses capacités techniques et physiques et à renforcer sa personnalité sportive, selon le club. La période difficile traversée par Driss Messaoud et les défis qui l'ont accompagnée ont également constitué une épreuve supplémentaire pour sa volonté et sa capacité à retrouver le plus haut niveau. Grâce au travail, au soutien de son entourage et à sa persévérance, le judoka algérien a réussi à tourner cette page et à retrouver tout son éclat. La médaille d'or remportée aux Jeux méditerranéens revêt ainsi une importance particulière. Elle ne constitue pas seulement une nouvelle consécration dans le palmarès de Driss Messaoud, mais confirme surtout qu'un véritable champion se distingue aussi par sa capacité à rebondir après une défaite. Alors que le public algérien célébrait le retour du judoka sur la plus haute marche du podium, les noms de ceux qui ont œuvré dans l'ombre étaient également présents, au premier rang desquels celui de Mazari Abdelsamad Ihsan. Une réussite qui s'inscrit ainsi dans une dynamique collective : un champion sur le tatami et, derrière lui, des hommes ayant contribué, loin des projecteurs, à construire le chemin qui mène vers les sommets, se réjouit la direction de Ouled El Bahia. La difficile année 2025 s'est finalement transformée, pour Driss Messaoud, en un nouveau point de départ. Une expérience à travers laquelle le judoka algérien a démontré qu'en sport, la chute n'est pas nécessairement une fin, mais peut constituer le point de départ d'un retour plus fort et plus mûr.

RS

CYCLISME / GRAND PRIX DE LA VILLE L'ÉDITION 2026 DU 3 AU 9 OCTOBRE

Le Grand Prix Cycliste de la Ville d'Alger se déroulera du 3 au 9 octobre prochain, ont annoncé mardi les organisateurs de cette compétition internationale sur route, faisant partie de l'UCI Africa Tour, en catégorie 2.2. Dans le cadre des préparatifs de l'évènement, les différentes parties prenantes se sont réunies ce mardi 1er septembre, au siège du mi-

nistère des Sports, à Alger. La Fédération algérienne de cyclisme a indiqué, de son côté, avoir "présenté un programme détaillé pendant cette réunion de travail", en s'engageant à prendre toutes les dispositions nécessaires, pour assurer le bon déroulement de cet évènement sportif international.

RS

ACTUALITÉS SPORTIVES

MÉMOIRES ENFOUIES DE LA TRAITE ATLANTIQUE

SAINT-LOUIS DU SÉNÉGAL, L'AUTRE ÎLE OUBLIÉE DE L'ESCLAVAGE

Pendant quatre siècles, plus de douze millions d'Africains ont été déportés outre-Atlantique, vers les Amériques et les Caraïbes, pour être vendus et servir comme esclaves dans les plantations, notamment de canne à sucre, de coton, de café, ou dans des mines.

Par Malika Azeb

Les Portugais furent les premiers à capturer des Africains et à les emmener en Europe pour les vendre vers l'année 1441. Au cours du siècle suivant, les Français, les Anglais et les Néerlandais se sont lancés dans ce commerce, provoquant un accroissement important du volume de la traite négrière.

L'île Saint-Louis au Sénégal fut le centre de transit dans l'acheminement des esclaves vers les Amériques. Les études les plus récentes indiquent que pas moins de 10 000 esclaves par an ont transité par l'île.

L'île a même développé une forme particulière d'esclavage, la servitude domestique, où pratiquement chaque famille disposait de quelques esclaves pour des tâches domestiques ou autres. Ce n'est qu'en 1848 qu'un décret met fin à l'esclavagisme, mais la captivité de case (la traite clandestine) demeura jusqu'au milieu du XIXe siècle.

UN BÂTIMENT DÉLABRÉ, DERNIER TÉMOIN DISCRET

Deux siècles après, un bâtiment délabré est toujours debout pour témoigner d'un passé méconnu de Saint-Louis, relatif à la traite transatlantique des esclaves, dont les traces disparaissent rapidement et discrètement.

Située au nord du pays, entre l'océan Atlantique et le fleuve Sénégal, cette île est rarement mentionnée dans l'histoire de la traite négrière, alors même qu'elle constituait un comptoir français majeur et un centre de transit de la traite négrière transatlantique, jouant un rôle clé dans la déportation de dizaines de milliers d'Africains vers les Amériques.

Saint-Louis, fondé en 1659, fut le premier comptoir commercial français en Afrique subsaharienne et l'ancienne capitale de l'empire colonial français en Afrique de l'Ouest.

Elle a été également un lieu de détention pour les prisonniers, avant leur transfert vers d'autres destinations.

Son rôle a toutefois été plus discret que celui de la célèbre île de Gorée, au large de Dakar, au Sénégal, qui est devenue un symbole majeur de la traite négrière grâce à son site historique et à son musée, la « Maison des Esclaves ».

L'un des rares témoignages explicites des liens historiques entre Saint-Louis et l'esclavage est une plaque apposée sur un bâtiment qui abritait autrefois un centre de rassemblement pour les esclaves, face au fleuve.

« Au rez-de-chaussée se trouvent les vestiges du seul entrepôt d'esclaves conservé à Saint-Louis », peut-on lire sur une inscription apposée sur



ce bâtiment de trois étages.

L'historien et enseignant Mamadou Diallo a indiqué que « ce bâtiment délabré est un ancien entrepôt d'esclaves qui a survécu au temps », expliquant qu'il avait appartenu à une société commerciale bordelaise, Maurel et Prom, et qu'il avait été construit entre 1822 et 1825.

Le commerce d'esclaves dans cette île a connu son apogée pendant la « saison des crues, de mai à novembre », attirant des victimes issues du royaume précolonial de Galam, situé entre le Sénégal et le Mali, a déclaré l'historien Ibrahima Seck, directeur de recherche au Whitney Plantation Slavery Museum, dans l'État américain de Louisiane.

Il affirme que « l'or et les captifs constituaient les principales marchandises », aux côtés de la gomme et de l'ambre gris.

Les locaux de détention de Maurel et Prom comptent cinq cellules, a déclaré M. Diallo.

Le bâtiment est envahi par les mauvaises herbes et l'intérieur est jonché de débris, mais il a conservé son plafond en bois d'origine. Il appartient aujourd'hui à une famille sénégalaise.

M. Diallo a fait savoir qu'« il y avait de nombreux établissements esclavagistes à Saint-Louis, notamment dans la partie nord de l'île, mais ils ont aujourd'hui disparu », précisant que beaucoup avaient été réaménagés et transformés au point d'être méconnaissables.

Selon les historiens, le palais du Gouverneur, situé dans la ville, abritait autrefois des centres de détention d'esclaves.

Des demeures coloniales bordent les rues de l'île, disposées en damier, des bâtiments dotés de balcons, aux murs fissurés ou effrités, et dont les toits sont souvent percés de trous.

L'écrivain et spécialiste de la région Louis Camara a déclaré que les anciennes maisons de commerce situées le long des quais fluviaux servaient également d'entrepôts, même si « la population locale, par ignorance, ne les a pas préservées ».

Les principaux acteurs de ce commerce étaient les sociétés commerciales et leurs intermédiaires locaux, notamment des femmes africaines ou

métisses fortunées, appelées « signares », qui concluaient des alliances ou des mariages temporaires avec des marchands et des officiers européens.

RÉVOLTES, CHIFFRES ET SILENCE MÉMORIEL

Saint-Louis a même été le théâtre d'une révolte d'esclaves en 1779, au cours de laquelle des captifs, qui attendaient depuis onze mois d'être déportés vers les Amériques, ont tué un garde français, et beaucoup d'entre eux ont ensuite été massacrés, a déclaré M. Diallo.

Selon M. Seck, du Musée de l'Esclavage de la plantation Whitney, en référence à l'ouvrage Atlas de la traite transatlantique des esclaves, relatif aux déportations liées à l'esclavage, quelque 145 000 captifs auraient été officiellement transportés depuis Saint-Louis.

Il ajoute que c'est un endroit où « chaque vieille maison pouvait potentiellement avoir servi de lieu d'esclavage ».

Joseph Ndiaye, le célèbre conservateur de la Maison des Esclaves de l'île de Gorée, s'est fait le défenseur de la mémoire des esclaves tout en jouant un rôle majeur dans la préservation de l'île, mais Saint-Louis n'a jamais bénéficié d'un tel promoteur.

À la suite de l'abolition de la traite négrière dans les colonies et possessions françaises en avril 1848, les anciens captifs, y compris ceux qui s'étaient échappés de l'intérieur des terres, ont été réinstallés dans des « villages de liberté » un peu partout sur l'île, a déclaré M. Seck.

M. Camara a déclaré que la traite négrière est un sujet tabou au niveau de l'île, affirmant que « l'histoire de la traite négrière est totalement méconnue de la majorité des habitants de Saint-Louis, qui préfèrent la passer sous silence ».

Le Ghana, considéré comme une plaque tournante de la traite transatlantique des esclaves, a accueilli à la mi-juin une première conférence mondiale visant à traduire en engagements concrets une récente résolution de l'ONU qui reconnaissait cette traite comme « le crime le plus grave contre l'humanité ».

Pourtant, à Saint-Louis, les descendants de ceux qui ont participé à cette traite et de ceux qui ont été réduits en esclavage n'en parlent généralement pas, a indiqué M. Diallo.

Il convient de signaler que le colonialisme français a été l'un des plus sauvages au Sénégal, vu les horreurs que les Sénégalais ont dû endurer durant la présence française dans ce pays.

Ce passé colonial a été marqué par de nombreuses violences, exactions et spoliations envers le peuple sénégalais.

Les Français ont mené des guerres armées destructrices contre les royaumes locaux afin de soumettre les différentes résistances, telles que celle de Lat Dior (roi du Cayor) ou d'Alboury Ndiaye (roi du Djolof).

Ils ont mené la politique de la terre brûlée en réduisant des villages entiers en cendres pour affamer les populations et forcer ainsi les chefs locaux à la reddition.

Vers 1887, la France a mis en place le Code de l'indigénat dans ses colonies, réduisant ainsi les citoyens au statut d'infériorité juridique. Ce code a permis aux administrateurs coloniaux d'infliger aux populations des punitions arbitraires comme les amendes collectives, les châtiments corporels et les peines d'emprisonnement sans aucun procès.

Pendant la Première et la Seconde Guerre mondiale, de nombreux soldats africains, dont des Sénégalais, ont été massivement mobilisés pour servir de chair à canon ; ces derniers étaient appelés « les tirailleurs sénégalais ».

Un des crimes qui a marqué l'histoire sombre de la France coloniale consiste en l'un des massacres sauvages d'anciens soldats rapatriés au camp militaire de Tiaroye, près de Dakar, où ces derniers ont manifesté pacifiquement pour réclamer le paiement de leurs arriérés de solde et de leurs primes de démobilisation.

L'armée française encercla le camp le 1er décembre 1944 et ouvre le feu sur les manifestants désarmés. Bilan : 400 morts à ajouter à la mission civilisatrice de la France.

M.A

MANIPULATIONS

COMMENT LES MÉDIAS CAUTIONNENT LE GÉNOCIDE (2/2)

Les médias occidentaux, en recourant aux deux poids deux mesures, à la censure, à un discours trompeur, à l'amplification des mensonges israéliens et à la déshumanisation des Palestiniens, cautionnent le génocide à Gaza.

Par Chris Hedges
Mondialisation.ca,
30 août 2026

Les médias occidentaux créent un climat de consentement au génocide. Ils normalisent l'occupation militaire et l'apartheid pratiqués par Israël depuis des décennies. Ils occultent les violations flagrantes du droit international commises par Israël. Ils perpétuent le mythe de la victimisation d'Israël. Ils trahissent, discréditent et diabolisent le travail des journalistes et des professionnels des médias palestiniens à Gaza, dont au moins 220 ont été tués par Israël entre le 7 octobre 2023 et août 2025. Ils acceptent sans broncher la censure draconienne d'Israël. Ils se contentent de réagir mollement, par de plates lettres de protestation, face au refus d'Israël d'autoriser l'entrée de journalistes étrangers à Gaza — une stratégie d'Israël pour masquer ses crimes de guerre. Ils amplifient les mensonges israéliens, des bébés décapités aux agressions sexuelles généralisées contre des femmes israéliennes le 7 octobre pour occulter la vérité.

L'AVERTISSEMENT DE GEORGE ORWELL

Lorsqu'ils parlent de Gaza, ils conjuguent à la voix passive. Le sujet est absent. Personne n'est tenu pour responsable. Le génocide, semble-t-il, est un acte de Dieu. Il ne diffère en rien d'un tremblement de terre ou d'un tsunami. Des clichés et des adjectifs vagues tels que le "cycle de la violence" ou les "affrontements" déforment et falsifient la réalité.

"Si la pensée corrompt le langage, le langage peut aussi corrompre la pensée", avertissait pourtant George Orwell.

Des termes comme "génocide", "atrocité", "nettoyage ethnique" et "territoires occupés" disparaissent comme par magie des reportages médiatiques sur les Palestiniens, dont la résistance est systématiquement qualifiée de "brutale" et de "barbare". Les journalistes du New York Times reçoivent pour consigne de leurs rédacteurs en chef d'éviter des termes tels que "Palestine", "génocide", "carnage", "camp de réfugiés", "boucherie" et "massacre" lorsqu'ils font référence aux Palestiniens.

Les médias régurgitent servilement ce qu'Israël leur fait ingurgiter. Les bombardements intensifs deviennent des "frappes aériennes chirurgicales". Le recours à la famine comme arme de guerre par Israël devient une "pénurie alimentaire". » Le meurtre de civils non armés — y compris d'enfants — est qualifié d'"affrontements". Les complexes fortifiés des colons juifs, perchés à flanc de colline, deviennent des "quartiers". L'assassinat extrajudiciaire d'un journaliste ou d'un médecin est présenté comme un "décès".

OTAGES OU PRISONNIERS ?



Le génocide, qualifié de "guerre entre Israël et le Hamas", est justifié au nom de la "légitime défense", dans le cadre du mantra du "droit d'Israël à se défendre". Lorsque des écoles, hôpitaux, cliniques, ambulances, mosquées, églises et autres cibles civiles sont rasées, elles sont qualifiées de "centres de commandement du Hamas" ou ciblées parce que le Hamas "utilise des civils comme boucliers humains" — pratique régulière d'Israël lorsque l'armée ligote des Palestiniens arrêtés et les force à pénétrer dans des bâtiments et tunnels potentiellement piégés, précédant les troupes israéliennes.

Lorsque des Israéliens sont détenus par le Hamas, ce sont des "otages", même s'ils servent dans l'armée. Lorsque des Palestiniens — y compris des enfants — sont détenus sans inculpation ni procès et disparaissent dans des centres de détention israéliens, où la torture est généralisée et systématique, ce sont des "prisonniers".

Les attaques de missiles sur des camps de tentes ou des hôpitaux sont imputées à des groupes armés palestiniens tirant des roquettes à l'aveuglette. Si Israël reconnaît ces attaques — ce qui arrive très rarement —, elles sont qualifiées d'"erreur tragique".

Les institutions civiles de Gaza sont qualifiées de "contrôlées par le Hamas" pour semer le doute sur la véracité de leurs informations. Le New York Times nuance systématiquement les communiqués du ministère de la Santé de Gaza en précisant qu'il "distingue pas les civils des combattants", camouflant ainsi le massacre de dizaines de milliers de civils.

Il en résulte certains des textes les plus alambiqués de l'histoire du journalisme, notamment ce titre du New York Times du 5 novembre 2023 :

"Des explosions que les Gazaouis attribuent à une frappe aérienne font de nombreuses victimes dans un quartier densément peuplé".

"Lorsque les journalistes de Middle East Eye Mohamed Salama et Ahmed Abu Aziz, ainsi que le photojournaliste de Reuters Hussam al-Masri et les pigistes Moaz Abu Taha et Mariam Dagga — qui ont travaillé pour divers médias, dont l'Associated Press — ont été tués lors d'une frappe "double effet" — destinée à éliminer les pre-

miers secours venus soigner les blessés des frappes initiales — au complexe médical Nasser, comment les agences de presse occidentales ont-elles réagi ?"

C'est la question que j'ai posée dans ma chronique "La trahison des journalistes palestiniens".

"L'armée israélienne affirme que les frappes sur l'hôpital de Gaza visaient ce qu'elle qualifie de caméra du Hamas", a rapporté l'Associated Press.

"Les Forces de défense israéliennes (FDI) affirment que la frappe sur l'hôpital visait une caméra du Hamas", a annoncé CNN.

La caméra appartenait en fait à Reuters, qui a déclaré qu'Israël savait "parfaitement" que l'agence de presse filmait depuis l'hôpital.

"Lorsque le correspondant d'Al Jazeera, Anas Al Sharif, et trois autres journalistes ont été tués le 10 août dans leur tente de presse près de l'hôpital Al-Shifa, comment cet événement a-t-il été rapporté dans la presse occidentale ?", ai-je demandé.

"UN TERRORISTE DÉGUISÉ EN JOURNALISTE TUÉ À GAZA"

"Israël tue un journaliste d'Al Jazeera qu'il présente comme un dirigeant du Hamas",

titrait Reuters dans son article, alors qu'Al-Sharif faisait partie d'une équipe de Reuters qui a remporté le prix Pulitzer en 2024.

Le journal allemand Bild a publié en une un article intitulé : "Un terroriste déguisé en journaliste tué à Gaza".

"Les contorsions linguistiques employées par les médias vont jusqu'à redéfinir les mots, les vidant de leur sens",

écrit Assal Rad dans "Ne dites pas Palestine : comment les médias ont fabriqué le consentement au génocide" :

"Les grands médias n'ont pas décrit les violations répétées du cessez-le-feu par Israël comme des 'violations'. La couverture médiatique a plutôt suivi les mêmes schémas consistant à rationaliser les attaques israéliennes et à reprendre sans esprit critique les affirmations d'Israël pour justifier ses actes. Alors que des Palestiniens ont continué à être tués — pendant un 'cessez-le-feu' — et que l'acheminement de l'aide huma-

nitaire n'a pas atteint le niveau des besoins ni respecté ce qui était convenu, les médias occidentaux ont présenté ces violations flagrantes comme des 'tests' ou des 'défis' à un 'cessez-le-feu fragile'. Alors que de grandes organisations de défense des droits de l'homme comme Amnesty International avertissaient que le génocide n'était, en réalité, toujours pas terminé, les médias mainstream ont continué à qualifier la réalité de guerre marquée par un 'cessez-le-feu fragile'".

Les mots comptent. Les mots justifient les actes. Si ce n'est pas un génocide, si Israël se défend seulement dans une guerre, les États-Unis et les alliés européens d'Israël sont en droit de fournir des dizaines de milliards de dollars d'aide militaire. S'il s'agit d'une guerre déclenchée par le Hamas le 7 octobre, alors on peut déplorer la destruction de Gaza et le massacre de masse perpétré par Israël comme la conséquence regrettable de l'attaque du Hamas.

Cette corruption du langage vise, comme l'a noté Orwell, à défendre l'indéfendable :

"Des faits tels que le maintien de la domination britannique en Inde, les purges et les déportations russes, le largage des bombes atomiques sur le Japon, peuvent en effet être défendus, mais uniquement grâce à des arguments trop difficiles à accepter pour la plupart des gens, et qui ne cadrent pas avec les objectifs affichés des partis politiques. Ainsi, le langage politique doit se composer en grande partie d'euphémismes, de pétitions de principe et d'un flou délibéré. Des villages sans défense sont bombardés depuis les airs, leurs habitants chassés vers la campagne, le bétail mitraillé, les huttes incendiées à l'aide de balles incendiaires : voilà ce qu'on appelle la pacification. Des millions de paysans sont dépouillés de leurs fermes et contraints de cheminer péniblement sur les routes avec pour seuls biens ce qu'ils peuvent emporter : on appelle cela un 'transfert de population ou une rectification des frontières'. Des gens sont emprisonnés pendant des années sans procès, abattus d'une balle dans la nuque ou envoyés mourir du scorbut dans des camps forestiers de l'Arctique : c'est ce qu'on appelle l'élimination d'éléments indésirables".

F
E
N
R
E
T
N
I



Internet, Facebook et les réseaux sociaux sont désormais ancrés dans notre vie quotidienne. On y trouve de tout. Mais nous, nous nous intéresserons uniquement aux productions de ceux et celles qui font de ces formidables moyens de communication des outils utiles au service du savoir, de la culture et de la réflexion positive qui rassemble autour des valeurs hautement humaines auxquelles les Algériennes et les Algériens ont de tout temps adhéré. Cette page accueille aussi les publications du monde arabe et du continent africain.

Page animée Par Salim Nait Ouquelmim

LA SUÈDE RETOURNE AUX MANUELS SCOLAIRES

La Suède opère un virage éducatif en privilégiant à nouveau les manuels scolaires après avoir constaté une baisse du niveau scolaire liée à l'usage excessif des tablettes et ordinateurs. Suite à un investissement massif dans le numérique, la ministre de l'Éducation a annoncé un retour aux outils traditionnels, jugeant les écrans néfastes pour la concentration, la lecture et la compréhension. Des budgets conséquents ont été débouqués pour garantir un manuel par élève, tout en visant un équilibre où le numérique est utilisé de manière plus ciblée et réfléchie.

LES RAISONS DU CHANGEMENT :

Baisse du niveau scolaire
La ministre Lotta Edholm a lié la diminution du niveau des élèves, notamment en lecture et en compréhension, à l'usage excessif des écrans.

Impact négatif des écrans
La lecture sur écran, comparée à la lecture sur papier, fatigue davantage les yeux, perturbe la concentration et nuit à la mémoire et à la compréhension des textes.

Distractions inhérentes



Les dispositifs numériques entraînent des distractions, car les élèves ont tendance à jouer à des jeux ou à surfer sur internet au lieu de se concentrer sur les cours.

Échec de la numérisation complète
La politique de numérisation totale n'a pas produit les résultats escomptés, poussant le

gouvernement à faire marche arrière.

La nouvelle approche, Retour aux manuels en papier

L'objectif est d'assurer qu'un manuel soit disponible pour chaque élève et chaque matière.

Investissement financier
Des millions d'euros ont été investis pour financer ce retour aux manuels imprimés, avec un budget prévu de 104 millions d'euros sur plusieurs années.

Équilibre numérique et papier
Il ne s'agit pas d'une suppression totale du numérique, mais d'un rééquilibrage. Les tablettes restent des outils utiles pour des recherches ponctuelles ou des exercices interactifs, mais l'usage sera plus parcimonieux et ciblé.

Priorité à la lecture profonde.
Les manuels seront privilégiés pour les activités nécessitant une lecture approfondie et une attention soutenue.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 31 août 2026.

COMMENT DEVIENT-ON DROITIER OU GAUCHER ?

Une nouvelle étude suggère que la tendance à devenir droitier ou gaucher ne tire pas son origine uniquement du cerveau. La moelle épinière et plus précisément l'activité génétique qui s'y déroule joueraient aussi un rôle important.

Pourquoi devient-on droitier ou gaucher ? Voilà une question qui intrigue les scientifiques depuis des décennies. Des scanners menés sur des fœtus dans les années 1980 ont révélé que cette préférence apparaît dans le ventre de la mère bien avant la naissance. Dès la 13e semaine de grossesse, les fœtus sembleraient déjà préférer sucer leur pouce droit ou gauche.

Depuis des décennies, les scientifiques pensent ainsi que le fait d'être droitier ou gaucher prend racine dans le cerveau. Aujourd'hui, une nouvelle étude publiée dans la revue eLife, suggère que notre encéphale pourrait ne pas être le seul responsable : la moelle épinière, autre partie capitale du système nerveux central, pourrait aussi jouer un rôle important.

Les mouvements de nos membres sont initiés via le cortex moteur situé dans le cerveau. Pour déclencher un mouvement, cette région cérébrale envoie le signal correspondant à la moelle épinière qui transmet le signal et permet de transformer la commande en mouvement. Toutefois, le cortex moteur n'est pas connecté à la moelle épinière dès le départ.

Or, l'asymétrie dans les mouvements des bras notamment semble commencer à apparaître avant même que cette connexion ne soit fonctionnelle. C'est pourquoi les scientifiques de la Ruhr-Universität Bochum (RUB) en Allemagne ont émis l'hypothèse que la cause de cette préférence pourrait trouver son origine dans la moelle épinière plus que dans le cerveau.

Plus précisément, elle pourrait découler



de l'activité génétique à l'intérieur de la structure nerveuse. En effet, plusieurs études ont déjà évoqué l'influence des gènes dans la préférence d'être droitier ou gaucher. Une théorie soutenue par le fait que le pourcentage de gauchers par rapport aux droitiers reste à peu près équivalent à 10% partout à travers le monde.

Pour tester leur théorie, les scientifiques ont étudié l'activité génétique à l'intérieur de la moelle épinière entre les 8e et 12e semaines de grossesse. Ils ont ainsi constaté des différences significatives dans l'expression des gènes entre les parties droite et gauche de la moelle épinière. Des différences qui sont notamment apparues dans des segments contrôlant les mouvements des bras et des jambes.

Afin d'en savoir plus, l'équipe de la Ruhr-Universität Bochum s'est penchée sur la

cause de cette asymétrie. D'après les résultats obtenus, ce sont des facteurs environnementaux qui contrôlèrent si l'activité génétique est plus forte dans la partie droite ou gauche de la moelle épinière. Un processus connu sous le nom d'épigénétique.

"Les facteurs épigénétiques semblent être à la racine [du phénomène], reflétant des influences environnementales", expliquent le Dr Sebastian Ocklenburg et ses collègues dans leur étude. Concrètement, ces facteurs conduiraient à des modifications de l'ADN, qui affecteraient ou minimiseraient l'expression des gènes. Des modifications qui seraient différentes dans les parties droite et gauche.

"Comme ce processus se produit avec une ampleur différente dans la moelle épinière droite et gauche, il y a une différence dans l'activité des gènes des deux côtés", poursuivent les scientifiques : "Nos résultats suggèrent que les mécanismes moléculaires pour la régulation épigénétique à l'intérieur de la moelle épinière constituent le point de départ de la latéralité".

Cette conclusion change "fondamentalement notre compréhension de la cause des asymétries hémisphériques", affirment les auteurs dans un communiqué. Elle pourrait aider à mieux comprendre comment ces asymétries se développent ainsi que l'impact qu'elles ont sur notre organisme. Toutefois, cette découverte du rôle de la moelle épinière reste à vérifier.

Si elle a impliqué plusieurs équipes de spécialistes, il s'agit en effet d'une étude préliminaire dont les résultats doivent être appuyés par de plus amples recherches. Le mystère de notre tendance à devenir droitier ou gaucher est donc loin d'être résolu.

Publié par Mustapha Amrani sur sa page Facebook, le 28 août 2026.



Horaires des prières

Fajr	Dohr	Asr	Maghreb	Isha
04:32	12:52	16:36	19:40	21:07

JIJEL

POURSUITE SANS RELÂCHE DE L'ÉVALUATION DES DÉGÂTS ET DE LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS PAR LES INCENDIES

Les différents services publics concernés de la wilaya de Jijel restent mobilisés, sans relâche, pour évaluer les dégâts causés par les récents incendies et pour réparer, dans les plus brefs délais, les dommages occasionnés.

Dans ce contexte, plus de 60 équipes techniques s'attachent à établir des expertises quant à l'ampleur des pertes subies par les habitations des citoyens, a-t-on indiqué à la cellule de crise mise en place dans la wilaya.

Ces équipes, composées de techniciens, d'ingénieurs et d'experts, de Jijel et de plusieurs wilayas voisines, effectuent des inspections complètes en vue d'établir un diagnostic précis de l'état des habitations endommagées afin de soumettre leurs rapports "à la fin de la semaine en cours afin que les mesures nécessaires puissent être prises avec le maximum de célérité".

Dans le secteur de l'éducation, 23 établissements scolaires (20 écoles primaires et 3 collèges d'enseignement moyen CEM) ont été touchés par les incendies et subi des dommages de différentes gravités, a souligné à l'APS, le directeur de wilaya du secteur, Saâd Kessira.

Le même responsable a précisé qu'une cellule technique a été mise en place pour examiner et suivre la situation générale des écoles, dans l'ensemble des communes touchées, en vue d'un diagnostic précis et de l'élaboration de fiches techniques préalables aux opérations de réhabilitation, de restauration et de renouvellement du mobilier scolaire "afin que les élèves puissent rejoindre leurs établissements remis en état dès la prochaine rentrée scolaire".

M. Kessira a fait part, dans le même contexte, de la prise de plusieurs



mesures, telles que le lancement d'un recensement des enfants issus de familles affectées par les incendies, et l'accompagnement psychologique des élèves blessés et hospitalisés.

La direction de la santé et de la population (DSP) a mobilisé, pour sa part, trois hôpitaux (Jijel, El Tarf et El Milia) et toutes les polycliniques et tous leurs personnels médicaux et paramédicaux pour accompagner les blessés et leur fournir les soins nécessaires.

Sabah Laouabi, directrice de l'Etablissement public hospitalier (EPH) Mohamed-Seddik Benyahia de Jijel, a indiqué qu'un plan d'action a été mis en place pour prendre en charge les blessés et leur fournir les soins nécessaires, en plus de l'organisation, par cet EPH, d'une caravane médicale de solidarité sous le slogan "Rana h'na" (Nous sommes là), constituée de médecins, de paramédicaux et de psychologues, qui sillonnera les zones touchées.

Le directeur de l'Etablissement hospitalier spécialisé (EHS) en rééducation fonctionnelle à Texenna, Benmadani Mohamed-Arafat, a indiqué, de son côté, qu'une caravane médicale s'ébranlera demain (mercredi) pour sillonner plusieurs villages de cette commune afin de procéder à des consultations médicales, prodiguer des soins et accompagner les sinistrés.

Par ailleurs, en raison des pertes causées au bétail, la direction des services agricoles (DSA) a distribué, en coordination avec de nombreuses associations professionnelles et des professionnels, des fourrages dans le cadre d'une action de solidarité ciblant les éleveurs des zones touchées dans les communes de Sidi Maarouf, de Texenna, de Chekfa, d'El Milia, d'Oudjana, de Bordj Tahar et d'El Ancer.

De plus, plusieurs grossistes en produits pharmaceutiques et des vétérinaires ont apporté un précieux soutien aux éleveurs de bétail, en plus de l'intervention d'un vétérinaire privé qui s'est porté volontaire pour examiner les bêtes et procéder à des actions thérapeutiques immédiates.

Les commissions installées à la suite de ces incendies ont toutes entamé leur travail de terrain pour évaluer les pertes subies par le cheptel, les propriétaires ayant fourni des certificats et des déclarations écrites, a indiqué Abdelali Allab, responsable de la communication de la DSA.

RA

BÉJAIA

NETTOYAGE ET RÉHABILITATION DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES TOUCHÉS PAR LES INCENDIES

Une opération de nettoyage et de réhabilitation de plusieurs établissements scolaires situés dans les zones et communes touchées par les feux de forêt à Béjaia, a été lancée, mardi, par la direction locale des équipements publics (DEP), a-t-on appris auprès des services de la wilaya.

Cette opération s'inscrit dans le cadre des efforts visant à réparer les dommages causés par les incendies et à réhabiliter les établissements scolaires

touchés, afin d'assurer des conditions adéquates pour l'accueil des élèves et les enseignants, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on souligné.

L'opération concerne plusieurs établissements, notamment les deux écoles primaires Challal-Hocine du village Tizi Ahmed et Helal-Hocine de la localité Larbaa dans la commune de Tichy, le CEM Hailmouche-Said de la localité Saadane à Darguina, ainsi que le lycée Maouche-Idris de Bordj Mira et l'école primaire

Boudjit-Ali dans la commune de Tasskriout, en plus de l'école primaire Maouchi-Youcef de la localité d'El Djabia à Boukhilifa.

Les mêmes services ont indiqué que les interventions sur le terrain se poursuivent à un rythme "soutenu", avec la coordination de tous les secteurs concernés, dans le but d'effacer les traces des dégâts, de nettoyer et d'aménager les espaces intérieurs et extérieurs des écoles et de les réhabiliter dans les meilleurs dé-

lais pour garantir un bon accueil aux élèves.

De plus, cette action traduit les efforts consentis par les autorités locales pour "prendre en charge les préoccupations recensées dans les zones affectées et traduire les instructions des pouvoirs publics en mesures concrètes sur le terrain au profit des citoyens", note la même source.

RA

EL TARF

LES DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE EN FAVEUR DES SINISTRÉS DES INCENDIES SALUÉES

Des agriculteurs, des citoyens et des représentants de la société civile dans la wilaya d'El Tarf ont salué les décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, en faveur des sinistrés des récents incendies enregistrés dans certaines wilayas du centre et de l'est du pays et suivies d'une série de mesures palpables sur le terrain, a relevé mardi l'APS.

Dans ce contexte, le président de l'Association des apiculteurs de la wilaya d'El Tarf, Omar Cheloufi, a dit "saluer toute décision qui sert l'intérêt général et contribue au soutien des sinistrés", considérant que les décisions prises par le président de la République "constituent un pas qui reflète la détermination de l'Etat à accompagner les sinistrés".

Il a également relevé que "ces décisions versent dans l'intérêt des apiculteurs et de la filière apicole

d'El Tarf, surtout que les incendies qu'a connus la wilaya ont causé des pertes considérables aux professionnels de la filière, ajoutant que "l'indemnisation leur permettra de reprendre rapidement leurs activités, de consolider la relance de la filière et de préserver sa pérennité".

De son côté, la présidente de l'Association de wilaya "Sonaâ el-kheir", Khadra Rahmoune, a salué la célérité de l'intervention des autorités publiques pour la prise en charge des conséquences des incendies, considérant que les décisions prises par le président de la République "confirment la volonté de l'Etat d'être au côté des citoyens sinistrés et de les soutenir en pareilles circonstances, et adressent un message de réconfort aux familles sinistrées".

La présidente de l'association de wilaya "Main dans la main", Aïcha Zouaoui, a également salué les

décisions prises, estimant qu'elles "traduisent la détermination du président de la République à accompagner les citoyens sinistrés et atténuer leur souffrance". Elle a, en outre, souligné que "la société civile demeure un complément aux efforts de l'Etat dans l'accompagnement des sinistrés, la reprise de leur activité et le retour progressive à la vie normale".

De leur côté, nombre de citoyens ont exprimé leur satisfaction quant aux décisions prises en faveur des sinistrés des incendies, notamment celles relatives à la restauration et la réhabilitation des maisons incendiées, estimant que cela aidera à atténuer leur souffrance et à retrouver une vie normale. Ils ont également salué la rapidité de l'intervention et la détermination de l'Etat à prendre en charge leurs préoccupations.

RA